



# Assemblée générale

## AG/10865

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Assemblée générale

Soixante-quatrième session

11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> séances plénières - matin & après-midi

### **ASSEMBLÉE GÉNÉRALE: AU TÉLÉPHONE DEPUIS L'AMBASSADE DU BRÉSIL ASSIÉGÉE AU HONDURAS, LE PRÉSIDENT MANUEL ZELAYA DÉNONCE L'INSTAURATION D'UNE DICTATURE « FASCISTE » DANS SON PAYS**

« Ceux qui avaient encore des doutes sur l'instauration d'une dictature au Honduras ne peuvent plus en avoir après ce qui s'est passé pendant les 93 jours qui ont suivi le renversement de mon gouvernement », a déclaré, ce soir à l'Assemblée générale, le Président hondurien.

Manuel Zelaya s'exprimait par le biais d'un téléphone cellulaire que sa Ministre des affaires étrangères tenait près du micro de la tribune. Vers la fin de son intervention, Patricia Isabel Rodas Baca s'est exclamée: « on nous informe à l'instant que des contingents militaires se dirigent vers l'ambassade du Brésil ».

Au cours d'un débat qui a également été marqué par les interventions de Cuba, du Soudan et de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) sur la politique américaine, le Président hondurien s'est exprimé depuis l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa où il s'est réfugié après son retour au pays, le 21 septembre, mettant fin à son exil au Costa Rica depuis le coup d'État du 28 juin. Son intervention à cet avant-dernier jour du débat général de l'Assemblée a été saluée par une salve d'applaudissements.

Le 30 juin, l'Assemblée générale avait adopté par acclamation une résolution\* intitulée « la situation au Honduras: effondrement de la démocratie », dans laquelle « elle condamnait le coup d'État qui avait rompu l'ordre démocratique et constitutionnel et mis fin à l'exercice légitime du pouvoir, en renversant son Président démocratiquement élu ». L'Assemblée avait ainsi décidé de ne pas reconnaître d'autre gouvernement que celui dirigé par M. José Manuel Zelaya Rosales.

La politique étrangère de la nouvelle Administration américaine a été commentée à plusieurs reprises aujourd'hui. Le Ministre des affaires étrangères de Cuba a estimé que la transition américaine semblait marquer « la fin d'une période d'extrême agressivité, d'unilatéralisme et d'arrogance dans la politique étrangère des États-Unis ».

Relayant les multiples appels à la levée des sanctions imposées à son pays, Bruno Rodríguez Parrilla a souligné que le discours « conciliant et novateur » du Président américain Barack Obama, lors de l'ouverture du débat général de l'Assemblée, suscitait de « grands espoirs ».

Le Ministre cubain a assuré de la volonté de son gouvernement de normaliser ses relations avec l'Administration américaine, en rappelant que le 1<sup>er</sup> août dernier, le Président Raul Castro avait réitéré sa disposition à entamer un dialogue avec les États-Unis, sous réserve d'examiner des questions telles que l'arrêt du blocus, le retrait de Cuba de la liste des pays soupçonnés de terrorisme et « la fin du financement de la subversion interne ».

Des revendications similaires ont été faites par le Conseiller du Président du Soudan, Ghazi Salahuddin Atabani, qui a salué les propos du Président Barack Obama sur le Darfour. Cela implique

toutefois, a-t-il prévenu, le retrait du Soudan de la liste des pays terroristes et la levée des sanctions.

S'adressant ouvertement au Gouvernement des États-Unis, le Vice-Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) a averti que jamais son pays n'accepterait de « sanctions injustes et inéquitables » alors qu'il ne cherche qu'à acquérir des capacités nucléaires dissuasives.

Au dialogue, il sera répondu par le dialogue, et aux sanctions, par le renforcement des capacités nucléaires, a prévenu Pak Kil Yon. « Si les États-Unis engagent un « dialogue » avec des sanctions, nous y participerons par un renforcement de nos capacités nucléaires dissuasives », a-t-il insisté.

L'Assemblée générale conclura son débat général demain matin, à partir de 10 heures.

\* [A/63/L.74](#)

### **SUITE DU DÉBAT GÉNÉRAL**

Mme ANTONELLA MULARONI, Ministre des affaires étrangères de Saint-Marin, a exprimé devant la soixante-quatrième Assemblée générale des Nations Unies la position de son pays quant à la réforme des institutions de l'ONU. Pour sa délégation, « la revitalisation de l'Assemblée générale est une réforme politique nécessaire pour réaffirmer son rôle en tant qu'organe le plus représentatif des Nations Unies ainsi que le rôle et le leadership de son Président ». La Ministre a estimé également que « le but de la réforme devrait être de rendre le Conseil de sécurité plus démocratique, plus transparent, plus efficace, plus responsable et représentatif, de restaurer l'équilibre entre le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale et de renforcer sa coopération avec le Secrétariat de l'ONU ». Il convient, a-t-elle dit, d'« éviter le risque que le Conseil de sécurité soit perçu comme un organe qui fonctionne indépendamment au sein des Nations Unies ».

Saint-Marin, a souligné sa Ministre des affaires étrangères, plaide pour un renforcement du rôle de l'ONU dans la gestion du système mondial de gouvernance, et le processus de réforme des Nations Unies doit viser à atteindre cet objectif. Le monde d'aujourd'hui, a-t-elle fait observer, est marqué par des différences majeures en termes de pouvoir, de richesses, de revenus, et par des conflits ethniques et interreligieux.

Mme Macaroni a souligné que la pauvreté, la faim, les maladies et le sous-développement continuent d'affecter l'ensemble de la planète en dépit des efforts entrepris et des engagements pris par la communauté internationale. « Saint-Marin salue les efforts et les succès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ces 60 dernières années », a-t-elle ajouté. La Ministre s'est félicitée par ailleurs de la tenue de la Conférence de l'ONU sur la crise financière et économique et a appuyé l'adoption de son document final, qui est le résultat de longues et complexes négociations.

En matière de droits de l'homme, la Ministre des affaires étrangères de Saint-Marin a rappelé que « 9,2 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans meurent chaque année de causes qui sont largement évitables et plus de 100 millions d'enfants en âge d'être scolarisés n'ont pas accès à l'éducation ». Elle a également insisté sur les cas d'enfants victimes d'agressions sexuelles, de ceux qui sont utilisés par les forces armées ou groupes armés comme soldats ou esclaves sexuels.

Avant de conclure, Mme Macaroni a souligné l'importance de la Convention sur les armes à sous-munitions pour protéger les civils lors des conflits. Elle a émis l'espoir que cette Convention entrera rapidement en vigueur et appelle les États qui ne l'ont pas encore ratifiée à le faire.

M. MARCO HAUSIKU, Ministre des affaires étrangères de la Namibie, a noté que cette soixante-quatrième session de l'Assemblée générale avait lieu dans un contexte difficile, marqué par une crise économique et financière qui affecte sévèrement les économies du monde. Cette crise, a-t-il poursuivi, menace les progrès effectués dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le Ministre namibien a relevé que, pour son pays, l'effet combiné des crises financière, alimentaire et énergétique avait contraint le Gouvernement à réorienter des ressources destinées au développement vers des activités urgentes d'assistance. Pendant ce temps, les importations de denrées

alimentaires toujours plus chères ont déstabilisé la balance de paiement et les revenus de l'État, a-t-il encore précisé.

Abordant la question des effets des changements climatiques, M. Hausiku a estimé que son pays était l'un des plus vulnérables alors même qu'il est, a dit le Ministre, un « contributeur insignifiant » aux émissions de gaz à effet de serre. Il a dès lors appelé les grands pays-pollueurs à réduire leurs émissions de manière drastique. De même, M. Hausiku a exprimé le soutien de son pays aux efforts du Secrétaire général de l'ONU en vue de parvenir à un accord contraignant lors du sommet de Copenhague en décembre 2009. M. Hausiku a noté que même si son pays restait marqué par les inégalités héritées de son passé colonial, des progrès étaient en cours dans les domaines de la santé et de l'éducation notamment, en vue d'atteindre les OMD. Il a cependant relevé que face aux effets de la pandémie de VIH/sida, à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté, ces progrès étaient en danger. Il faut, a-t-il lancé, que la communauté internationale nous vienne en aide.

Le Ministre namibien a par ailleurs encouragé l'accélération de la réforme de l'ONU. Il est anormal et injuste que l'Afrique soit la seule région sans siège permanent au Conseil de sécurité, a-t-il regretté. Il a exprimé son soutien en faveur de la position africaine sur la réforme des Nations Unies telle qu'énoncée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte. M. Hausiku s'est également félicité du renforcement des capacités de l'Union africaine dans le domaine des opérations de maintien de la paix. Il a souhaité que les Nations Unies adoptent la position africaine de non-reconnaissance de gouvernements issus de coups d'État et a appelé au vote d'une résolution de l'Assemblée générale en ce sens. Par ailleurs, il a estimé que la communauté internationale avait l'obligation d'assister les populations du Sahara occidental dans leur quête de liberté et d'indépendance. Il a également exprimé le soutien de la Namibie au peuple palestinien et a protesté contre le blocus de Cuba, lançant un appel aux États-Unis à y mettre fin. Le Ministre namibien des affaires étrangères a enfin exprimé sa reconnaissance aux États qui ont récemment apporté leur soutien à son pays après les inondations dont il a été victime.

M. JOSÉ ANTONIO GARCÍA BELAUNDE, Ministre des affaires étrangères du Pérou, s'est demandé comment il était possible qu'au beau milieu d'une des crises économiques des plus graves, et alors qu'un milliard de personnes vivaient dans la pauvreté extrême, le montant alloué en 2008, à l'échelle mondiale, aux dépenses militaires, ait dépassé 1 464 milliards de dollars. Rien qu'en Amérique du Sud, ces dépenses ont atteint le montant de 156 milliards de dollars, a précisé M. Belaunde. Le Président du Pérou, M. Alan García Pérez, a lancé un appel pour dénoncer cette absurdité, estimant pour sa part qu'il fallait créer les conditions requises pour renforcer la sécurité et la confiance dans la région, a indiqué le Ministre. Il a ainsi proposé de signer un pacte de non-agression qui garantirait l'établissement d'une zone de paix en Amérique du Sud, ainsi que d'une force de paix et d'interposition pour empêcher que des conflits n'éclatent dans la région. L'objectif, a expliqué M. Belaunde, serait de garantir un système de sécurité collective régionale.

Une deuxième menace internationale ne reçoit pas toute l'attention qu'elle mérite, selon le Ministre: la production et le trafic de stupéfiants. Leurs conséquences touchent non seulement la santé et la sécurité de plus de 200 millions de personnes, mais aussi à l'environnement. Selon un récent rapport de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), il est devenu évident que les réseaux de trafiquants sud-américains coopèrent entre eux, a souligné M. Belaunde, qui a jugé nécessaire d'apporter une réponse commune à un phénomène transnational. Sur le plan environnemental, il faut raser trois hectares de forêt pour planter un hectare de coca, a-t-il encore souligné, relatant le déboisement de plus de 2,5 millions d'hectares jusqu'à présent en Amérique du Sud. Le Ministre a regretté que les efforts déployés au niveau national -plus de 600 millions de dollars par an-, ne soient pas suffisamment soutenus par les pays où la drogue est consommée, sur la base du principe de la responsabilité partagée. C'est la raison pour laquelle le Pérou estime que l'ONUDC devrait élaborer un rapport identifiant les ressources mondiales disponibles et les possibilités de coopération dans la lutte contre les stupéfiants, afin de mieux mobiliser les États et les organisations internationales et régionales.

Par ailleurs, le Ministre a indiqué que son pays subissait les effets négatifs des changements climatiques en raison de la fonte de ses glaciers. Le Pérou, a-t-il dit, appuie la conclusion d'engagements internationaux contraignants, comme la taxation à hauteur de 50 cents par baril de pétrole, ou de programmes d'adaptation aux changements climatiques dans les pays en développement. Abordant la question des migrants, il a appuyé l'idée d'une responsabilité partagée des pays des migrants et des pays d'accueil. Les migrations ont été au fil de l'histoire un facteur de développement et d'enrichissement des

cultures, a rappelé le Ministre, qui a déclaré que cet aspect devrait être pris en compte par les pays d'accueil.

Enfin, le Ministre a exprimé sa préoccupation vis-à-vis de la situation au Honduras, avant de lancer un appel au dialogue et à la formation d'un gouvernement de transition respectueux de la tradition démocratique hondurienne.

Le général THEIN SEIN, Premier Ministre du Myanmar, a abordé la question de la crise économique et financière mondiale qui a commencé l'an dernier et affecté les économies du monde. Des signes timides de reprise apparaissent, a-t-il relevé. Cependant, a-t-il souligné, de nombreux pays font encore face à des défis redoutables. La crise, qui a ses origines dans les pays développés a vu ses conséquences les plus dures affecter les pays en développement.

Le Premier Ministre du Myanmar a affirmé que les points de vue des pays en développement devraient être pris en compte, de même que ceux des pays du G-8 et du G-20, dans les discussions de relance de l'économie. « Les mesures qui pourraient avoir des effets négatifs sur la croissance économique des pays en développement doivent être évitées », a-t-il déclaré. Il a poursuivi son intervention en rappelant que les pays en développement travaillaient dur depuis de nombreuses années pour combattre la pauvreté et créer des conditions favorables à la croissance économique. Les pays à faible revenu ont besoin d'une aide au développement allant au-delà de l'aide publique au développement (APD), a préconisé Thein Sein. « Les pays développés devraient accroître l'APD qu'ils consacrent aux pays en développement », a-t-il souligné.

À cet égard, M. Thein Sein a salué la déclaration qu'a faite, à l'Assemblée générale, le Président de la République populaire de Chine, M. Hu Jintao. Ce dernier a réaffirmé que la Chine augmenterait son soutien en faveur des pays en développement touchés par la crise économique et financière.

Le Premier Ministre du Myanmar a ensuite abordé la question des changements climatiques: « c'est la menace la plus urgente qui pèse sur notre planète », a-t-il affirmé. Il s'agit d'un défi global qui requiert une réponse globale. La communauté internationale doit agir de toute urgence, a-t-il recommandé. Le sommet sur les changements climatiques organisé aux Nations Unies la semaine dernière a souligné l'ampleur du problème et la nécessité de redoubler d'efforts sur ce sujet, a estimé M. Thein Sein. « Nous nous réjouissons d'avance de la tenue de la Conférence de Copenhague en décembre », a-t-il dit. « Nous espérons que les négociations en cours seront fructueuses, afin de parvenir à un nouvel accord sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adopter un traité qui pourrait entrer en vigueur en 2012, à l'expiration du Protocole de Kyoto », a-t-il déclaré.

M. Thein Sein a ensuite énuméré un certain nombre de crises parmi lesquelles celles causées par la flambée des prix des denrées alimentaires et la propagation des risques de pandémie. « Aucun pays ne pourra efficacement lutter contre ses problèmes en faisant cavalier seul », a-t-il ajouté. Il a poursuivi en affirmant que le multilatéralisme est plus important que jamais, et que les Nations-Unies sont l'unique organisation mondiale jouissant d'une légitimité universelle et dédiée à la paix et au développement. Ces dernières années, des pas ont été initiés pour réformer l'Organisation et pour la rendre plus démocratique, plus efficace et plus redevable et ce, afin de lui permettre de faire face aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. Malheureusement, les progrès ont été lents.

Afin que les Nations Unies prennent des décisions d'une façon plus démocratique, il est essentiel que le rôle de l'Assemblée générale, où tous les États Membres sont représentés, soit accru, a souligné le Premier Ministre du Myanmar. La réforme du Conseil de sécurité est également importante, a-t-il ajouté. Depuis de nombreuses années, l'Assemblée générale a débattu de ces sujets, mais elle a peu progressé. Outre le fait de mettre l'accent sur la question controversée d'un élargissement du Conseil de sécurité, nous aimerions voir des changements constructifs dans les procédures et les méthodes de travail du Conseil, en particulier celles qui le rendraient plus transparent et plus redevable, a ajouté le Premier Ministre.

Il a poursuivi en abordant le thème des armes de destruction massive, particulièrement les armes nucléaires qui posent la plus grande menace à l'humanité. Le Myanmar croit que l'élimination totale des armes nucléaires est le seul garant absolu contre le recours à ces armes. Toutefois, « chaque nation doit

pouvoir utiliser le nucléaire à des fins pacifiques », a ajouté M. Thein Sein.

Le Premier Ministre a ensuite affirmé que certaines nations avaient recours à des sanctions économiques afin de faire pression sur les pays en développement. Selon lui, ces sanctions n'ont aucune base morale et ne font qu'entraver le développement économique de ces pays. Abordant plus précisément celles adoptées contre son pays, il a déclaré qu'elles étaient injustes. Il a noté que les progrès économiques accomplis par son pays dans le secteur de l'agriculture auraient été encore meilleurs sans ces sanctions économiques.

Il a ensuite abordé le sujet du cyclone Nargis, qui a frappé le Myanmar en 2008. Le Myanmar, les Nations Unies et l'ANASE ont alors créé une instance tripartite, le TCG, un groupe qui a été reconnu comme un mécanisme exemplaire d'assistance et de soutien, a-t-il estimé. Le Plan de redressement et de préparation post-Nargis (PONREPP), établi pour une période de 3 ans, aura besoin de 691 millions de dollars. À cette heure, seulement la moitié de cette somme a été fournie par la communauté internationale, a déploré M. Thein Sein. « De nombreuses activités de réhabilitation ont été financées avec nos propres fonds », a-t-il noté. « Si d'autres fonds sont apportés, le processus de réhabilitation sera plus rapide et plus efficace », a-t-il ajouté. Il a déclaré que le Gouvernement et le peuple du Myanmar seront toujours redevables pour l'aide qui leur a été apportée.

Parlant plus directement de son pays, il a affirmé que la paix, la stabilité et la tenue d'élections démocratiques réussies sont indispensables au processus de démocratisation du Myanmar. Des élections générales et multipartites se tiendront l'an prochain. Une nouvelle Constitution a été approuvée par 92,48% des votants en mai 2008, a-t-il indiqué. Le pays aura un système de gouvernance à caractère présidentiel. Le Président sera élu par un collège électoral, et l'État du Myanmar sera composé de sept États, sept régions, cinq zones auto-administrativement autonomes et une préfecture du même genre. La capitale Nay Pyi Taw, sera déclarée territoire de l'Union.

M. Thein Sein a ensuite déclaré que le Gouvernement prenait des mesures pour organiser des élections justes et libres. Le 17 septembre 2009, 7 114 prisonniers ont été libérés pour bonne conduite, et ils pourront participer aux élections parlementaires de l'an prochain. « La démocratie ne pourrait être imposée de l'extérieur. Les citoyens du Myanmar sont ceux qui peuvent juger des mérites du modèle de démocratie qui leur convient et faire des ajustements », a-t-il précisé. La communauté internationale peut assister l'émergence d'une nouvelle nation du Myanmar, dont le fonctionnement soit basé sur les principes de justice, de liberté et d'égalité, en faisant preuve de compréhension envers ce que fait le Myanmar lui-même, a conclu le Premier Ministre.

Mme PATRICIA ESPINOSA CANTELLANO, Ministre des affaires étrangères du Mexique, a estimé qu'en dépit des efforts de la communauté internationale pour faire face à un certain nombre de crises internationales, l'insécurité et l'incertitude prévalaient toujours. Les avancées obtenues par son pays dans un certain nombre de domaines ont pu l'être grâce à la coopération internationale, comme l'a montré la situation d'urgence que le Mexique a connu il y a quelques mois avec la pandémie de grippe A(H1N1), a-t-elle rappelé, en saluant à cet égard la contribution de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). « Nous devons maintenant mettre en œuvre les politiques qui permettront de garantir des résultats concrets concernant le Consensus de Monterrey sur le financement du développement, la finalisation du Cycle de Doha et l'augmentation des contributions des pays développés et des institutions financières internationales en faveur des pays en développement », a ajouté la Ministre.

Par ailleurs, a-t-elle poursuivi, les défis posés par les changements climatiques ont montré que l'absence de mesures d'incitation économique constitue l'une des principales raisons pour lesquelles les engagements pris en vertu du Protocole de Kyoto et de la Convention-cadre n'ont pas été entièrement tenus. C'est la raison pour laquelle le Mexique a décidé de promouvoir un système de financement novateur lors de la phase des négociations préliminaires de Doha –le Fonds vert– qui récompense les efforts des États adoptant des politiques orientées vers la réduction des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre, sans remettre en cause leurs objectifs de développement. La Ministre a expliqué que ce Fonds répondait pleinement aux exigences du principe de responsabilité commune, mais différenciée.

Évoquant ensuite la réforme du Conseil de sécurité, Mme Cantellano a jugé qu'il faudrait poursuivre les négociations en vue de trouver une solution de compromis qui puisse renforcer la

représentativité de cet organe, sans remettre en cause son efficacité. Lorsque le Mexique a présenté sa candidature de membre non permanent au Conseil pour 2009/2010, il avait annoncé qu'il entendait promouvoir une communication plus étroite entre le Conseil et tous les États Membres. Lors de sa présidence du Conseil au mois d'avril dernier, le Mexique a tenu plusieurs consultations publiques, a rappelé la Ministre, et il a l'intention de continuer à contribuer au renforcement des travaux du Conseil: d'abord, en veillant à ce qu'il accorde une attention soutenue aux violations massives des droits de l'homme et à la protection de milliers de personnes réfugiées et de personnes déplacées; ensuite en s'assurant qu'il mette l'accent sur la prévention des conflits, le développement et l'assistance humanitaire.

M. KHALID BIN AHMED BIN MOHAMED AL-KHALIFA, Ministre des affaires étrangères de Bahreïn, a exprimé son rejet de la violence et de l'extrémisme. Il faut, a-t-il dit, déployer plus d'efforts pour montrer de la tolérance envers ceux qui ne partagent pas nécessairement nos idées. Il a regretté qu'en dépit des progrès techniques qui font aujourd'hui du monde un village planétaire, celui-ci demeure dominé par l'antagonisme politique, tandis que les États continuent de défendre leurs intérêts individuels. Il a ainsi appelé à un changement de mentalité et à la recherche de la défense des intérêts collectifs. Il faut, a-t-il dit, des mentalités capables d'assimiler de tels changements et de les mettre au service de l'humanité et dans la consolidation de la sécurité et de la stabilité internationales.

Abordant le conflit israélo-palestinien, il a affirmé qu'aucun autre conflit n'avait eu autant de conséquences sur les vies de cette génération que le conflit israélo-arabe depuis les six dernières décennies. Citant les nombreux efforts accomplis pour résoudre cette question, il a observé qu'aucun d'eux n'avait abouti à une solution. « Notre erreur a été de croire que l'on pouvait décréter la paix comme on allume la lumière », a-t-il déclaré. La réalité est que la paix est un processus contenu dans une bonne idée mais qui exige aussi un bon accompagnement, visant patiemment et de manière répétitive toutes les parties, a-t-il ajouté, reprenant une citation du Prince Salman Bin Hamad Al-Khalifa. Le processus de paix au Moyen-Orient demande, a-t-il poursuivi, de déployer de plus grands efforts politiques et diplomatiques pour aboutir à la solution de deux États. Le Ministre a exhorté la communauté internationale et, plus particulièrement, les « puissances les plus influentes » à faire pression sur Israël pour le gel, et, éventuellement, le démantèlement de toutes les implantations établies dans les territoires occupés depuis 1967, la délimitation des frontières de l'État palestinien avec Jérusalem comme capitale, la coexistence pacifique avec Israël et le retrait israélien des territoires arabes, incluant le Golan syrien et le territoire libanais, en conformité avec les précédentes résolutions de la communauté internationale et les exigences de la Feuille de route et de l'Initiative de paix arabe.

S'agissant du dossier du nucléaire iranien, il a estimé que la diplomatie était le meilleur moyen pour y trouver une solution. Il a, s'appuyant sur la résolution 1887 du Conseil de sécurité, invité la communauté internationale à faire en sorte que le Moyen-Orient, y compris la zone du Golfe, soit exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, afin d'assurer la sécurité et le bien-être des nations de la région et du monde, et qu'Israël adhère au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Au sujet des relations entre l'Iraq et ses voisins, il a estimé qu'il était impératif de trouver un accord sur la question des îles appartenant aux Émirats arabes unis par le biais de négociations entre les deux parties ou en faisant appel à la Cour internationale de Justice (CIJ). Imputant le phénomène de piraterie dans le golfe d'Aden et dans le détroit d'el Mandeb à la situation en Somalie, il a exhorté la communauté internationale à assumer ses responsabilités en Somalie. Sur les changements climatiques, le Ministre s'est rallié aux positions déjà exprimées par les petits États insulaires en développement.

M. BRUNO RODRÍGUEZ PARRILLA, Ministre des affaires étrangères de Cuba, a commenté le changement d'Administration à Washington qui a semblé marquer, a-t-il dit, « la fin d'une période d'extrême agressivité, d'unilatéralisme et d'arrogance dans la politique étrangère de ce pays ». Il a souligné que le discours conciliant et novateur du Président américain Barack Obama, dans cette même salle, lors de l'ouverture du débat général de l'Assemblée générale, suscitait de « grands espoirs ». Il s'est ainsi félicité des messages réitérés portant sur le changement, le dialogue et la coopération. « Hélas, a-t-il ajouté, le temps passe et le discours semble ne pas se fonder sur des faits concrets. Son discours ne correspond pas à la réalité. » Le Ministre a ainsi fait état du centre de détention de Guantanamo qui, a-t-il dit, « usurpe une partie du territoire cubain », et n'a pas été fermé. Les troupes n'ont pas été retirées d'Iraq et la guerre d'Afghanistan continue et menace d'autres États, a-t-il poursuivi.

En ce qui concerne Cuba, les États-Unis ont annoncé un certain nombre de mesures, notamment l'autorisation à des compagnies américaines de mener certaines opérations de télécommunication avec

Cuba, mais rien ne semble indiquer, a-t-il dit, qu'ils « sont prêts à mettre un terme à des pratiques immorales, assez répandues ces derniers jours, reposant sur l'appropriation illicite de fonds cubains qui restaient gelés dans des banques américaines, ainsi que d'autres biens, sur des ordres de juges vénaux qui violent leurs propres lois », a-t-il déclaré. Mais le plus important, selon M. Parrilla, est que le blocus économique et financier contre Cuba demeure intact. Le Ministre a ensuite énuméré les mesures que les autorités américaines pourraient précisément prendre, notamment l'autorisation de l'exportation de biens et de services cubains, et inversement, l'autorisation de l'achat de produits contenant plus de 10% de composants américains ou de technologie provenant d'ailleurs dans le monde, quelles que soient leur marque ou leur pays d'origine. « Le fait certain est que le nouveau Gouvernement reste sourd aux appels de la communauté internationale, appels lancés dans cette Assemblée, année après année, afin que soit mis fin au blocus », a-t-il déclaré, qualifiant le blocus américain de Cuba d'« acte d'agression unilatéral auquel il convient de mettre fin unilatéralement ».

M. Parrilla a mis en avant la volonté de Cuba de normaliser ses relations avec les États-Unis, et ce, depuis de nombreuses années. Le 1<sup>er</sup> août dernier, le Président cubain Raul Castro a réitéré la disposition de Cuba à un dialogue respectueux avec les États-Unis, sans entamer l'indépendance, la souveraineté et l'autodétermination de son pays, a-t-il souligné. Il a énuméré les thèmes essentiels, à ses yeux, qu'il convient d'examiner: arrêt du blocus, suppression de Cuba de la liste des pays soupçonnés de terrorisme et fin du financement de la subversion interne. Un élément prioritaire est également lié à la libération de cinq militants antiterroristes cubains qui sont, a-t-il dit, injustement détenus dans les prisons américaines depuis 11 ans.

Par ailleurs, M. Parrilla a estimé que l'Amérique latine et les Caraïbes traversaient une phase difficile entre des gouvernements progressistes et des oligarchies qui s'attachent à maintenir leurs privilèges, comme c'est le cas au Honduras. À cet égard, il a appelé à ce que le Président de ce pays retrouve ses fonctions institutionnelles. Ces faits coïncident, a-t-il ajouté, avec l'intérêt renouvelé des États-Unis de voir établies des bases militaires en Amérique latine, sans doute pour menacer le processus démocratique dans ces pays, notamment au Venezuela, et contrôler le pétrole et autres ressources naturelles, a-t-il poursuivi. Enfin, il a observé que les prévisions optimistes qui promettent une reprise économique au début de l'an prochain ne se fondent pas sur des données solides. Nul ne doit oublier qu'il s'agit d'une crise du système capitaliste, a-t-il noté. Il a insisté sur la nécessité de mettre en place un nouvel ordre économique international et « à ce titre, un rôle de premier plan revient aux Nations Unies » a-t-il affirmé.

M. ADBELWAHEB ABDALLAH, Ministre des affaires étrangères de Tunisie, a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts et à concentrer son attention sur la réalisation du développement durable et la consécration de nobles valeurs universelles telles que la coopération, la tolérance, la solidarité et l'entraide. La recrudescence des conflits, les souffrances de nombreux peuples en proie à la précarité, à la faim, à la pauvreté, à l'endettement sont autant de sujets d'inquiétude, a souligné le Ministre. Il a indiqué que la structure actuelle de l'Organisation des Nations Unies, qui fut dictée par la situation prévalant lors de sa création il y a plus d'un demi-siècle, ne reflétait plus la réalité du nouveau paysage international. Il a espéré que la communauté internationale parviendra à introduire les réformes indispensables au niveau des instances de l'Organisation, notamment pour ce qui est d'élargir le Conseil de sécurité, de conférer à son fonctionnement plus de transparence et d'efficacité et de dynamiser davantage le rôle de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social (ECOSOC). La consolidation du rapprochement et de la solidarité entre les peuples est pour la Tunisie l'un des objectifs les plus nobles de l'ONU, a-t-il également dit. Il a rappelé que son pays avait proclamé la Charte de Carthage sur la tolérance, en 1995; lancé un appel sur la pédagogie de la tolérance, ainsi qu'un appel en faveur du dialogue entre les civilisations, en 2001. En outre, a-t-il ajouté, la Tunisie poursuit sa participation dynamique aux activités de l'Initiative de l'Alliance des civilisations lancée conjointement par la Turquie et l'Espagne et destinée à approfondir la compréhension et le respect mutuel entre les peuples.

Par ailleurs, M. Abdallah a indiqué que son pays œuvrait en faveur des jeunes et que le Président tunisien Zine El Abidine Ben Ali avait appelé à la proclamation de 2010 « année internationale de la jeunesse ». Face aux phénomènes du terrorisme et de l'extrémisme, le Ministre a souhaité qu'une approche globale, qui traiterait à la fois des causes de ces fléaux et du règlement juste et durable des problèmes internationaux, soit trouvée. La Tunisie réitère, a-t-il dit, son appel en faveur de la tenue d'une conférence internationale destinée à mettre en place un code de conduite international afin de lutter contre le terrorisme, que toutes les parties s'engagent à respecter. M. Abdallah a exprimé ses inquiétudes

concernant la situation au Moyen-Orient et ses conséquences sur la stabilité et la sécurité dans la région. Il a souhaité qu'une solution soit trouvée et que les parties qui parrainent le processus de paix intensifient leurs efforts afin d'amener Israël à mettre fin, sans condition préalable, à sa politique de colonisation. Le Ministre des affaires étrangères a également salué les efforts déployés par le Président de la Jamahiriya arabe libyenne, Mouammar Kadhafi, qui préside également l'Union africaine, en vue de consolider la paix et la sécurité et de promouvoir le processus de développement sur le continent africain. Le Ministre a attiré l'attention des États Membres sur les changements climatiques et a souhaité que la communauté internationale s'engage à intensifier ses efforts et à prendre des engagements, notamment à l'occasion de la Conférence sur les changements climatiques de Copenhague, en décembre prochain.

M. OSMAN SALEH, Ministre des affaires étrangères de l'Érythrée, a déclaré que les Nations Unies auraient dû s'embarquer dans un processus de transformation il y a 20 ans afin de répondre aux exigences du monde de l'après-guerre froide. Il a dénoncé l'existence d'un « ordre mondial vieillissant », « pris en otage » par une poignée de pays pour servir leurs intérêts particuliers. Dans ce maëlstrom mondial, où même les populations des pays développés sont aujourd'hui affectées par des crises de toutes sortes, aucun pays n'aura été plus touché que ceux d'Afrique, dont les populations subissent la faim, la pauvreté et les pandémies, a affirmé M. Saleh. Le continent africain est devenu le terrain de crises et de conflits multiples, a-t-il estimé. Les appels à la réforme de l'ONU sont nombreux, car depuis 20 ans, cette Organisation est restée enfermée dans les schémas du passé. La crise économique et financière mondiale est une des conséquences les plus visibles de l'immobilisme et de l'inaction qui ont, hélas, prévalu, a regretté M. Saleh.

À cet égard, la principale source de préoccupation demeure le fait que « des groupes d'intérêts spéciaux » sont en très grande partie responsables de la paralysie de l'Afrique, a assuré le Ministre érythréen. Au lieu de résoudre nos problèmes par nous-mêmes, nous tournons en rond et nous retrouvons au milieu de la pauvreté, de la faim et de la maladie, a-t-il déploré, alors que nous devrions œuvrer activement à la réalisation de notre développement et de notre croissance. De même, a poursuivi M. Saleh, s'agissant de la résolution des crises et des conflits, « les Africains se montrent dépendants de la bonne volonté des autres ». « Le rôle de l'Afrique au sein de cette auguste Assemblée, ainsi que dans d'autres organisations internationales, pourrait être décrit au mieux comme inconséquent », a-t-il lancé, avant de dire que « les preuves de cette regrettable situation étaient bien connues ».

La réforme fondamentale que nous appelons de nos vœux, a-t-il encore dit, exige un engagement collectif de notre part. À cette occasion, il ne serait pas judicieux de s'étendre sur des situations provoquées par les failles et les insuffisances fondamentales de l'ordre mondial actuel. C'est la raison pour laquelle notre délégation a choisi de ne pas aborder certaines questions importantes relatives à la corne de l'Afrique, en particulier celle de l'occupation illégale de l'État érythréen souverain qui figure parmi les dossiers sur lesquels une action responsable et urgente des Nations Unies est nécessaire, a conclu le Ministre.

M. WALID AL-MOUALEM, Ministre des affaires étrangères de la République arabe syrienne, a déclaré, citant le Président Bachar El-Assad, que « la paix et l'occupation ne peuvent coexister ». Il a réaffirmé que son pays cherche la paix stratégique, en application des résolutions 242 et 383, du principe de la terre pour la paix et de l'Initiative de paix arabe « Nous sommes entrés en pourparlers indirects avec Israël sous l'égide de la médiation turque. Mais l'absence d'une véritable volonté politique et la guerre d'agression que le Gouvernement israélien a mené contre Gaza a conduit à un arrêt de ce processus ».

L'occupation continue, la judaïsation de Jérusalem, l'intensification des implantations et les slogans racistes présagent de sérieuses conséquences pour le monde », a-t-il prévenu, avant d'appeler à une réaction. Il a appelé le monde à empêcher Israël de persister dans ses violations du droit international et dans la défiance des décisions et de la volonté internationales. Abordant la question iraquienne, le Ministre a rappelé que les pays arabes ont « constamment souligné l'urgence de préserver l'unité du territoire et du peuple d'Iraq, afin de garantir sa souveraineté, son indépendance et son identité arabe ».

Il a également rappelé que son pays a toujours condamné le terrorisme et prôné le retrait des forces étrangères d'Iraq, avant de se dire prêt à « faciliter ce retrait en élargissant la coopération pour maintenir la sécurité en Iraq. Condamnant la récente attaque terroriste du « mercredi sanglant », le Ministre a rejeté toute implication de son Gouvernement, s'étonnant que des accusations « dénuées de tout fondement » soient formulées contre son pays.



S'exprimant sur les questions nucléaires, il a réitéré l'appel de la Syrie pour que le Moyen-Orient devienne une zone exempte d'armes nucléaires. Il a souligné la nécessité d'obliger Israël à se conformer à la résolution de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) du 19 septembre 2009 qui appelle Israël à placer ses installations nucléaires sous contrôle et à adhérer au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Mme AÏCHATOU MINDAOUDOU, Ministre des affaires étrangères du Niger, a salué la décision prise de placer la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale sous le thème de la revitalisation du multilatéralisme et du dialogue des cultures pour la paix et le développement. Nous nous réjouissons à cet égard du regain de dynamisme que connaît la coopération entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales, en particulier avec l'Union africaine, a-t-elle dit. Elle a estimé que cette démarche était à même d'engendrer des solutions durables au problème de paix et de sécurité en Afrique. Mme Mindaoudou a noté les progrès réalisés dans la prévention et la gestion des conflits en Afrique et a mis en avant l'engagement des uns et des autres dans la poursuite d'actions afin de favoriser la paix et la sécurité internationales. Le Niger est convaincu que la coopération entre le Conseil de sécurité et les organisations régionales, dont notamment l'Union africaine, se montrera productive dans le traitement des questions les plus délicates, comme celle de la mise en œuvre du concept politico-juridique que constitue le principe de compétence universelle. Tout en se félicitant de l'inscription de ce thème sur l'agenda de l'Assemblée, le Niger voudrait à nouveau faire siennes les préoccupations exprimées par l'Union africaine pour inviter les États Membres à éviter un usage inapproprié de ce principe dont les contours d'application devraient être mieux définis, a souligné la Ministre.

Mme Mindaoudou a indiqué que son pays avait enregistré des avancées dans sa lutte contre la pauvreté et le développement à la base, notamment grâce aux décisions prises par le Président de la République du Niger qui a mis en place des actions en faveur de la population nigérienne. Elle a rappelé les difficultés et l'instabilité de son pays dans le passé et la volonté du Président de combattre les fléaux. Elle a mis en avant le référendum d'août 2009, organisé dans le calme et la transparence, et qui a permis l'adoption d'une nouvelle Constitution et l'instauration d'une sixième République. Le Président de la République a, à cette occasion, rappelé sa disponibilité à travailler avec tous les Nigériens, a-t-elle ajouté.

Elle a mis en avant la démarche de son pays à ratifier la Convention sur les armes à sous-munitions de Dublin, faisant du Niger l'un des tout premiers pays à s'engager dans la voie du désarmement complet. La crise économique et financière mondiale a rendu le monde vulnérable, a ensuite noté la Ministre. À cet égard, Mme Mindaoudou a souhaité que la communauté internationale redouble d'efforts. Le Niger qui suit avec un grand intérêt la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement a constaté que les avancées restaient mitigées. Elle a, en revanche, salué la tenue de la quatrième Conférence des Nations Unies pour les pays les moins avancés (PMA IV). Des avancées ont été enregistrées depuis 10 ans pour la reconnaissance de notre condition difficile et le déclenchement des partenariats utiles, et cela grâce à la coordination assurée par le Bureau du Haut Représentant du Secrétaire général pour les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays sans littoral, a-t-elle dit. Enfin, elle s'est félicitée de la tenue en décembre prochain, à l'initiative des Philippines, d'une conférence spéciale au niveau ministériel pour les pays membres du Mouvement des non-alignés sur le thème du dialogue interreligieux et de la coopération pour la paix et le développement.

M. GHAZI SALAHUDDIN ATABANI, Conseiller du Président du Soudan, a affirmé que la crise économique avait exacerbé les défis, surtout dans les pays en développement. La crise a freiné la croissance et a favorisé la famine, la fluctuation des taux de change, la réduction des investissements étrangers, a-t-il affirmé. À cela, a-t-il dit, s'ajoutent un certain nombre de problèmes tels que la crise alimentaire et les changements climatiques. Le Conseiller du Président a souligné que le Soudan, qui préside le Groupe des 77 et de la Chine, était profondément concerné par la crise et son impact sur les pays, parmi lesquels les États africains, les pays les moins avancés, les petits États insulaires en développement et les pays sortants de conflits. Il a également prôné une réforme globale du système financier et économique mondial, lequel, a-t-il dit, doit attribuer un rôle élargi aux pays en développement et leur participation aux processus de prise de décisions dans les institutions financières internationales. Le Conseiller a en outre souhaité que la Conférence sur le climat de Copenhague soit couronnée de succès. Les pays en développement, qui ne sont pas responsables de cette situation de changement et de réchauffement climatiques, demandent aux pays développés, sur la base de leurs responsabilités historiques, de régler les causes profondes de ces changements et d'apporter des ressources financières

et technologies, a-t-il déclaré.

Le Conseiller du Président soudanais a par ailleurs fait état de l'absence, selon lui, de démocratie dans les relations internationales, notamment par la forme présente du Conseil de Sécurité, ce qui a diminué les capacités des Nations Unies à répondre aux défis du système international. Cela, a-t-il ajouté, a aussi abouti à la prolifération de mesures de sélectivité et de deux poids deux mesures, ainsi qu'à des sanctions hostiles à la liberté du commerce et violant la Charte des Nations Unies et les règles du droit international. Il a estimé que les Nations Unies étaient utilisées par certains pour servir des intérêts proches, et que le concept de droits de l'homme était devenu un outil politique. Citant l'exemple du conflit israélo-palestinien, il a précisé que le concept de terrorisme avait été mal utilisé, en mettant sur le même plan l'agresseur et la victime. Il a appelé à une réforme du Conseil de sécurité fondée sur la position bien connue de l'Union africaine.

M. Atabani a en outre dit la situation dans son pays, soulignant que l'Accord de paix global avait mis fin à la plus longue guerre du continent africain. La mise en œuvre de cet Accord a abouti à des améliorations, mais les bailleurs de fonds n'ont pas honoré leur engagement et cela pose un problème pour l'intégration des anciens combattants dans la société, a-t-il dit. Conformément à l'Accord de paix global, des élections auront lieu en avril 2010, puis sera conduite une réforme politique indispensable. Il a invité la communauté internationale à soutenir financièrement et matériellement la tenue de ces élections.

Le Conseiller du Président du Soudan a indiqué que son pays prenait au sérieux les conflits tribaux au Sud-Soudan qui menacent la stabilité de toute la région, mais, a-t-il précisé, conformément à l'Accord de paix global, il revient au Gouvernement du Sud-Soudan de s'acquitter de sa responsabilité. Il a reconnu que la paix ne serait pas complète tant qu'elle ne serait pas étendue à ses compatriotes du Darfour. La signature par son pays, sous l'égide de l'Union africaine, du traité de paix, est un engagement sérieux en vue de résoudre le problème du Darfour de manière pacifique, a-t-il dit. Alors que cet Accord est en train d'être mis en place, il a fait état de pressions exercées sur les signataires de l'Accord d'Abuja eux-mêmes. Il a souligné que le Darfour connaissait actuellement une évolution positive grâce à l'Opération hybride Union africaine-ONU au Darfour (MINUAD). Il a dit observer un retour des personnes déplacées dans leurs villages des États du Darfour. Il a réitéré la volonté de son pays de coopérer avec les Nations Unies et les organisations non gouvernementales (ONG). Il a salué la déclaration du Président américain Barack Obama devant l'Assemblée générale quant à sa volonté de trouver une solution au Darfour ainsi que son attention portée aux pays en développement. Il a dit espérer la mise en place de ces principes. Pour lui, cela implique d'enlever le nom du Soudan de la liste des pays terroristes et la levée des sanctions, a-t-il affirmé. Il a exprimé la volonté de son pays d'avoir des relations constructives avec ses voisins, notamment avec le Tchad. Enfin, le Conseiller du Président du Soudan a dénoncé l'utilisation de la Cour pénale internationale (CPI) de façon hasardeuse et ouvertement sélective pour s'en prendre au leadership du pays et au symbole de sa souveraineté, dans une tentative d'entraver le processus de paix et de stabilité au Soudan.

M. ALEXIS THAMBWE MWAMBA, Ministre des affaires étrangères de la République démocratique du Congo (RDC), s'est penché sur la situation dans le centre et le sud de l'Afrique, rappelant les progrès réalisés au Burundi, le bon déroulement du dialogue en République centrafricaine, la nécessaire promotion des relations entre le Tchad et le Soudan, ainsi que la consolidation de la paix et de la stabilité en Afrique australe. Il a cependant exprimé ses inquiétudes après la crise économique et financière qui a touché le monde et qui a particulièrement fragilisé les économies du monde entier, notamment des pays en développement. En RDC, a-t-il souligné, cette crise a entraîné la chute des cours des produits exportés, des réserves de change, l'affaiblissement du taux de croissance et la baisse des recettes budgétaires et fiscales. Il a précisé que cette crise avait surtout eu pour conséquence un manque de ressources pour financer les infrastructures et compenser les pertes d'emplois. M. Mwamba a rappelé que les changements climatiques restaient un sujet de préoccupation pour les générations présentes et futures. Si l'on ne peut prévenir la montée du niveau de la mer, l'avancement du désert, l'extinction des espèces de la biodiversité, le monde court vers une catastrophe dont le continent africain subira les conséquences en premier lieu, a-t-il dit. Il a, par ailleurs, souligné la nécessité d'une réforme du système des Nations Unies.

Mettant en avant le succès des élections qui se sont tenues en 2006, le Ministre a précisé que son pays traversait aujourd'hui l'épreuve de la normalisation de la vie démocratique. Il a cependant rappelé que le viol comme arme de guerre se poursuivait. Les violences sexuelles faites aux femmes et aux filles

dans l'est de la RDC constituent l'un des crimes les plus honteux et les plus graves, a-t-il dit. « Justice doit être rendue aux femmes et aux filles violées », a-t-il assuré, indiquant la volonté et la détermination du Président Joseph Kabila de mettre un terme à l'impunité des auteurs de ces crimes odieux. Concernant la situation au Nord et au Sud-Kivus, M. Mwamba a précisé que des postes de commandement des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) avaient été détruits dans le Nord et le Sud-Kivus, et qu'aujourd'hui des éléments des FDLR se rendaient ou regagnaient leur pays. La paix s'installe progressivement, a-t-il dit. Des discussions en vue d'améliorer les relations bilatérales et multilatérales ont été entreprises avec le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda. La RDC a pris le pari de consolider et de cultiver les idéaux de réconciliation nationale, de paix, de démocratie et de bonne gouvernance à l'intérieur de ses frontières, a-t-il ajouté. À l'instar des autres pays en situation postconflit, la RDC souligne l'impérieuse nécessité d'organiser une conférence internationale sur le financement de sa reconstruction, et ce, dans les meilleurs délais, a déclaré M. Mwamba. Il s'agit, a-t-il conclu, de « bâtir un Congo nouveau, une nation en marche ouverte sur le monde, au centre d'un continent en pleine mutation, a-t-il conclu ».

M. YOUSEF BIN AL-ALAWI BIN ABDULLA, Ministre des affaires étrangères d'Oman, a regretté qu'en dépit des réussites des Nations Unies au cours des 60 dernières années, il n'ait pas été possible de régler la question palestinienne. « Nous sommes pourtant convaincus que l'Initiative de paix arabe et les efforts internationaux constituent les moyens les plus appropriés pour y parvenir », a affirmé le Ministre, qui estime que l'occupation doit prendre fin. Les Arabes doivent retourner sur les terres occupées depuis 1967, un État palestinien indépendant doit être établi en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-Est pour capitale et toutes les colonies illégales de peuplement doivent être démantelées, a-t-il insisté.

Saluant ensuite les récents développements survenus en Iraq, M. Abdulla a émis l'espoir que ces avancées se poursuivront et contribueront au succès des efforts de réconciliation entrepris dans le pays. Il a également espéré que les pourparlers de paix au Darfour, qui auront lieu à Doha entre le Gouvernement soudanais et l'opposition, aboutiraient à des résultats positifs. Le Ministre a également salué les efforts internationaux déployés pour lutter contre la piraterie et les agressions armées au large des côtes somaliennes, ainsi que la coopération en cours entre l'Iran, la communauté internationale et l'AIEA. Sur ce dernier point, il a estimé que des signes positifs laissent entrevoir une solution diplomatique.

Le Ministre a aussi réitéré le soutien de son gouvernement en faveur de la lutte contre le terrorisme, comme le montre l'adhésion d'Oman à 10 des 13 Conventions des Nations Unies contre le terrorisme. Il a ensuite souhaité que l'OMS alloue davantage de ressources à la lutte contre la pandémie de grippe A(H1N1), en particulier en investissant dans les laboratoires de recherche et les industries pharmaceutiques. Par ailleurs, M. Abdulla a regretté que les médias occidentaux traitent parfois de questions qui s'avèrent préjudiciables pour les religions, notamment pour l'islam et l'ensemble des musulmans dans le monde. Il en a profité pour réaffirmer l'engagement d'Oman à promouvoir le dialogue interculturel et religieux, comme en témoigne sa participation à deux conférences récentes de l'Alliance des civilisations. Avant de conclure, le Ministre a assuré que son gouvernement déployait aussi des efforts vigoureux pour protéger l'environnement, notamment ses eaux territoriales et ses ressources naturelles.

M. WILFRED P. ERLINGTON, Ministre des affaires étrangères et du commerce international de Belize, a déclaré que de nombreux indicateurs semblaient attester que son pays subissait désormais les conséquences de la crise économique et financière, alors qu'il endure déjà celles des changements climatiques. Des ouragans et des inondations gâtent chaque année nos terres arables, provoquent l'érosion de nos côtes et endommagent des infrastructures vitales, tandis que la hausse des températures maritimes a des effets néfastes sur les barrières coralliennes et les écosystèmes qui en dépendent, a-t-il poursuivi. Pour répondre à tous ces problèmes, des pays comme Belize doivent être mieux représentés au sein des organisations et des institutions financières internationales, a estimé le Ministre, qui a appelé de ses vœux un nouveau modèle de coopération multilatérale au sein duquel toutes les nations pourraient prendre part aux processus de prise de décisions. Rappelant que Belize appartenait à la catégorie des pays à revenu moyen, il a jugé nécessaire de redéfinir les termes d'engagement de ces pays avec les institutions bilatérales et multilatérales pour qu'ils puissent avoir pleinement accès au financement et aux mesures prévues pour alléger la dette. Cela est d'autant plus nécessaire pour Belize que le pays a, depuis le début des années 90, axé son développement sur une industrie des services financiers, a précisé M. Erlington.

Revenant sur les changements climatiques, il a expliqué qu'il s'agissait de la plus grave menace qui se pose au développement durable. Rappelant l'urgence d'une réponse à ce phénomène qui doit se faire à

l'échelle mondiale, M. Erlington s'est félicité de la tenue d'un Sommet à l'initiative du Secrétaire général, ainsi que des efforts déployés aux niveaux national et régional à cette fin. Pour sa part, Belize accueille le Centre pour les changements climatiques de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), qui est reconnu comme un centre d'excellence par la communauté internationale et qui a bénéficié de son soutien, a fait valoir le Ministre. Mais nous ne pourrions véritablement relever ce défi qu'en nous fixant des objectifs plus ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et en soutenant davantage les efforts d'adaptation, a-t-il prévenu. Dans la mesure où les petits États insulaires en développement et autres pays vulnérables sont les premiers à subir les effets des changements climatiques, il serait important que la priorité des actions à mener leur soit accordée, a estimé M. Erlington.

M. GEORGE YEO, Ministre des affaires étrangères de Singapour, a rappelé que l'année dernière, à la même période, des institutions financières telles que Lehman Brothers et AIG « tombaient comme des mouches ». Le crédit a été paralysé, et le système financier mondial est entré en état de choc, a rappelé M. Yeo, en ajoutant que les gouvernements nationaux ont alors pris des mesures d'urgence. La Réserve fédérale américaine et le Département du trésor ont réagi de manière audacieuse, a dit George Yeo, en faisant remarquer que le monde ne semblait pas alors se rendre compte de l'ampleur de la crise. À l'heure actuelle, un an après, il y a des signes d'amélioration, a-t-il noté. Certains indicateurs sont à nouveau positifs. Cependant, ce serait une erreur de croire que la crise mondiale se terminera rapidement. La crise a vu le jour en raison d'excès et de déséquilibres qu'il aurait fallu corriger. Nous savons que les excès étaient le résultat de régulations inadéquates des banques et des institutions financières. Le secteur financier non réglementé a relégué au second plan la partie du système qui était réglementée. Les mesures d'urgence prises par les gouvernements ont stabilisé le système financier, ce qui a évité à l'économie réelle de s'effondrer.

Le fonctionnement de l'économie mondiale n'est cependant pas si simple et ne concerne pas seulement l'économie. Beaucoup de mesures qui s'y appliquent relèvent du politique. Le fait que les gouvernements s'impliquent comme cela a été le cas crée lui-même un risque moral, car les acteurs du marché penseront alors que leurs erreurs peuvent être rattrapées par le secteur public. Le problème, c'est que les marchés mondiaux ont eu un accès trop aisé à de l'argent facile, a relevé George Yeo. La pression de l'Asie sur les marchés modifie la structure mondiale. Et en Asie toujours, alors que l'économie réelle est encore dans les limbes, les marchés immobiliers connaissent déjà un boom. Il sera difficile de procéder à des retraits de liquidités sans déstabiliser les économies et les marchés d'obligations, a prévenu M. Yeo.

Identifiant les causes de la crise, le Ministre des affaires étrangères de Singapour a déclaré que ce sont les excès dans le secteur financier qui l'ont déclenchée. À cela il faut ajouter les grands déséquilibres existant alors entre producteurs et consommateurs, et entre les pays qui épargnent et ceux qui dépensent. Trop longtemps, la croissance a reposé sur les consommateurs américains, qui maintenaient la demande en produits à la hausse, et à qui on prêtait de l'argent pour que la machine tourne. Aujourd'hui, pour corriger ce déséquilibre, ce sont les Asiatiques qui doivent consommer plus et épargner moins; car aux États-Unis les gens vont moins acheter et devront faire plus d'économies, tout en remboursant leurs dettes.

Le monde est en train de devenir multipolaire. L'Europe et le Japon resteront des poids lourds. L'Inde, la Russie, le Brésil et d'autres deviendront des acteurs plus importants. Un monde multipolaire signifie un monde fonctionnant avec une diversité de systèmes. Nous aurons donc besoin d'une meilleure gouvernance, a prévenu George Yeo. Le plus grand défi à relever est celui posé par l'établissement d'une bonne gouvernance mondiale: la réforme des Nations Unies y compris celle du Conseil de sécurité va prendre du temps et se fera de manière progressive. Concernant l'Organisation mondiale du commerce (OMC), elle peut bien fonctionner. Avec un bon leadership politique, le Cycle de négociations commerciales de Doha pourrait se terminer d'ici quelques années, mais nous devons nous opposer aux pays faisant preuve de protectionnisme, a dit le Ministre.

M. Yeo a ensuite affirmé que les changements climatiques revêtaient un caractère de grande urgence. Un accord international sur les changements climatiques est indispensable, a-t-il souligné. À cet effet, « nous devons redoubler d'efforts pour parvenir à un accord international à Copenhague », a-t-il précisé.

Abordant la question de la création du G-20, il a précisé que l'ancien Président américain George

Bush avait convoqué le premier Sommet du genre. Celui-ci a été suivi des Sommets de Londres, puis de Pittsburgh, et les actions déterminées qui en sont sorties ont permis d'éviter une dépression financière globale. Mais, a-t-il précisé, « si les économies les plus grandes ne persistent pas dans leurs efforts, et si des mesures énergiques ne sont pas prises, le répit actuel risque de déboucher sur des crises encore plus sévères ». Selon M. Yeo, le processus du G-20 doit créer une plus grande légitimité que celle que pouvait avoir le G-8. À cet effet, nous devons donc appuyer ce nouveau forum. Singapour estime que les Nations Unies ne sont pas assez structurées pour traiter des crises financières, et si le G-8 manquait de légitimité, le FMI quant à lui n'a pas été créé pour traiter de crises à l'échelle de celle que le monde vient de vivre. « Nous devons appuyer le processus du G-20, mais en s'assurant qu'il tient compte des intérêts de tous les États, dont les plus petits », a-t-il conclu.

M. PETER BALÁZS, Ministre des affaires étrangères de la Hongrie, a rappelé que son pays avait été particulièrement touché par la crise économique mondiale, et que son gouvernement avait adopté une série de mesures de stabilisation pour y faire face. Aujourd'hui, grâce à cette politique, les premiers signes de reprise apparaissent, et la politique fiscale stricte que le Gouvernement a adoptée devrait permettre à la Hongrie de réintégrer les rangs des économies financièrement stables. « Une crise mondiale exige que nous agissions et réfléchissions ensemble dans un esprit de responsabilités partagées », a poursuivi M. Balázs. Fort de ce constat, il a demandé à ce que des mesures importantes soient prises, outre les mesures de relance qui sont nécessaires pour les économies des pays développés et en développement, notamment des mesures visant à répondre aux besoins alimentaire et la énergétique dans le monde. Abordant ensuite la question des changements climatiques, M. Balázs a plaidé en faveur d'une stratégie complète qui tienne compte de tous les aspects du problème. Pour sa part, la Hongrie est disposée à assumer sa responsabilité et fera son possible pour que la Conférence de Copenhague de décembre prochain soit couronnée de succès. La prévention et la gestion des conflits représentent une priorité pour la Hongrie qui, à cet égard, se félicite du rôle de la coopération internationale au Kosovo. Le Ministre a estimé que la pleine intégration de la partie ouest des Balkans dans l'Europe et les structures euro-atlantiques constituent un moyen de promouvoir la stabilité et la prospérité de la région, un objectif que la Hongrie soutient activement.

Pour ce qui est de l'Afghanistan, M. Balázs a affirmé que « l'échec n'est pas une option ». Son pays continuera à apporter son soutien politique et à fournir des troupes, des civils et une aide au développement pour faciliter l'émergence d'un Afghanistan stable et respectueux de l'état de droit. Pour ce qui est du programme nucléaire iranien, il a regretté que les dirigeants iraniens refusent de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité et continuent d'agir en violation flagrante du droit international. La Hongrie demande instamment à l'Iran de s'engager, sans délai, dans des négociations substantielles sur son programme nucléaire. Toujours en matière de désarmement, la Hongrie salue l'initiative récente de la réunion au sommet du Conseil de sécurité sur cette question et espère qu'elle aura un impact positif sur la Conférence d'examen du TNP qui se tiendra en 2010. En tant que membre récent du Conseil des droits de l'homme, la Hongrie souhaite activement contribuer à faire de ce Conseil un défenseur effectif de la cause des droits de l'homme dans le monde, indépendamment de toutes considérations politiques ou économiques, a assuré son le Ministre des affaires étrangères. Elle jouera son rôle dans les actions multilatérales, notamment pour prévenir les crimes de génocide et autres crimes de masse, a-t-il ajouté. C'est pourquoi, a indiqué M. Balázs, la Hongrie a fait une étude de faisabilité pour la création du centre international de Budapest pour la prévention des génocides et autres crimes de masse. Un tel centre pourrait stimuler les efforts internationaux pour mettre en place, au cours des prochaines années, un système opérationnel de prévention des crimes de génocide à travers une approche systématique et des mécanismes d'alerte rapide. Ce centre devrait travailler en étroite collaboration avec les Nations Unies, le Bureau du Conseiller spécial pour la prévention du génocide et le Haut Commissariat aux droits de l'homme, a-t-il précisé avant de conclure.

M. DAW PENJO, Ministre des affaires étrangères du Bhoutan, a rappelé qu'il y a 18 mois, son pays était parvenu à devenir une monarchie constitutionnelle démocratique. Au cours de cette période, le Gouvernement élu a mobilisé tous ses efforts pour bâtir les fondements d'une démocratie durable permettant à tous les citoyens de jouir des mêmes droits, a-t-il ajouté. Le Ministre a précisé que la population du Bhoutan, qui était au départ hésitante, a finalement salué ce processus démocratique. Abordant la question de la crise économique et financière, il a exprimé son inquiétude concernant les conséquences graves de cette crise sur les pays les moins avancés où les niveaux de pauvreté et d'insécurité étaient déjà élevés. Les crises alimentaire et de l'énergie ont conduit des millions de personnes déjà vulnérables à une plus grande pauvreté. Le Ministre a cependant rappelé que depuis

l'adoption du Consensus de Monterrey en 2002, les pays en développement ont fait des progrès significatifs pour mobiliser les ressources nationales en vue de répondre aux priorités nationales. De nombreux défis restent cependant à relever, a fait remarquer M. Penjo. Il a indiqué que son pays avait réalisé de nombreux progrès dans les domaines économique et social, au cours des cinq dernières années, et qu'il était sur la bonne voie pour atteindre la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Mais, il reste encore beaucoup à faire au Bhoutan, notamment pour assurer l'égalité des sexes dans l'enseignement supérieur ou la santé maternelle. Les progrès enregistrés dans les domaines politique, social et économique n'auraient pas été possibles sans l'appui de partenaires de développement, a tenu à préciser le Ministre.

M. Penjo a, par ailleurs, exprimé ses inquiétudes concernant le terrorisme. Le terrorisme sape les valeurs communes en matière de respect des droits de l'homme et d'état de droit, a-t-il dit, soulignant que son pays, qui avait toujours connu la paix et la stabilité, n'était pas à l'abri de cette menace. Il a également attiré l'attention de la communauté internationale sur la question des changements climatiques. Des catastrophes naturelles se produisent chaque année et frappent particulièrement les pays les moins avancés, a rappelé M. Penjo. Il a précisé que son pays avait été sévèrement touché par un tremblement de terre d'une magnitude de 6,3 sur l'échelle de Richter, qui avait provoqué d'importants dégâts. À cet égard, il a remercié les pays amis, notamment l'Inde, pour l'assistance apportée au Bhoutan. Avant de conclure, le Ministre a indiqué que pour faire face aux changements climatiques et aux autres crises mondiales, les réponses à apporter doivent être mondiales. Le Bhoutan s'engage à contribuer à cet effort commun, a-t-il assuré.

Mme NAHA MINT MOUKNASS, Ministre des affaires étrangères de Mauritanie, a mis en avant les élections démocratiques qui se sont tenues dans son pays et a remercié, à cet égard, le Président de l'Union africaine et les observateurs internationaux. Le Président élu souhaite préserver la démocratie et l'état de droit, a-t-elle affirmé. Elle a mis en avant la nécessaire réorganisation de l'ONU, et notamment du Conseil de sécurité où un siège permanent devrait être attribué au continent africain et un autre au Groupe des États arabes. Après avoir mis l'accent sur la Conférence de Doha et ses engagements en faveur du développement, Mme Mouknass a jugé que malgré ces efforts, le monde a traversé une crise financière aigüe qui a handicapé le processus de développement.

Les effets de la crise sur les pays les moins avancés sont catastrophiques, et l'impact sera important sur la réalisation des OMD, selon la Ministre. Elle a appelé les pays riches à tenir leurs engagements dans le cadre de G-20 en avril dernier, et notamment à tenir leurs engagements au sujet des promesses de dons.

Mme Mouknass a fait part de ses préoccupations concernant les changements climatiques et dit attendre les résultats de la Conférence internationale qui se tiendra en décembre, à Copenhague. Concernant les questions internationales, la Ministre a souhaité, s'agissant du Sahara occidental, une solution finale propre à renforcer la paix et la stabilité dans la région. Par ailleurs, la Ministre a fait savoir que son pays n'accepte pas le mandat d'arrêt de la CPI contre le Président soudanais car il porte atteinte aux efforts de paix dans le pays et est contraire au droit international, a-t-elle précisé.

La Ministre a prôné la promotion d'une culture de la paix, de la tolérance et du respect des peuples et des situations. Le gouffre entre riches et pauvres, a-t-elle averti, a conduit à l'extrémisme et au terrorisme. La Mauritanie, a-t-elle conclu, rappelle son attachement aux valeurs islamiques, qui condamnent la violence et le terrorisme.

M. PETER POWER, Ministre des affaires étrangères de l'Irlande, a affirmé que les défis que la communauté internationale avait à relever n'avaient jamais été aussi pressants que ceux d'aujourd'hui. Jamais, a-t-il dit, une action collective dont l'ONU constitue la structure idéale n'a été autant nécessaire. Selon lui, les discussions de la semaine passée ont montré que les sujets les plus urgents étaient les changements climatiques, la faim et la pauvreté, le désarmement et la non-prolifération nucléaires ainsi que la crise économique et financière mondiale, la plus grave d'une génération. Face à cette dernière, la plus sévère, les gouvernements font face à une tâche colossale. Là encore, a-t-il dit, les Nations Unies offrent un cadre pour l'élaboration d'une action collective. Pour le Ministre, le Sommet sur les changements climatiques de la semaine dernière a démontré l'engagement international sur ce sujet. Le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, a été un partisan puissant de l'action collective. Il appartient désormais aux États Membres de redoubler d'efforts pour que le résultat de la Conférence de Copenhague soit positif.

M. Power a par ailleurs estimé que le programme de réformes de l'ONU avait déjà amené de bons résultats. L'Irlande, a-t-il dit, salue les progrès faits par l'Assemblée générale, en particulier la décision récente d'établir une nouvelle unité pour l'égalité des sexes. Il a jugé important de rendre le Conseil plus représentatif, davantage conforme aux réalités du XXI<sup>e</sup> siècle; d'améliorer son fonctionnement et d'accroître sa transparence. Sur le chapitre du développement, le Ministre irlandais a indiqué qu'il était le représentant d'un pays dont la population avait été décimée après la grande famine de 1847. « L'éradication de la famine doit être notre objectif », a-t-il déclaré, affirmant avoir demandé à ce que le Secrétaire général et la Secrétaire d'État américaine, Mme Hillary Clinton, élaborent une feuille de route. Il a ajouté que l'Irlande avait placé la sécurité alimentaire au cœur de son programme d'aide.

M. ABUBAKR AL-QIRBI, Ministre des affaires étrangères du Yémen, s'est attardé sur les activités des groupes d'insurgés chiites qui prennent l'État pour cible et terrorisent les populations, forçant une partie des ressortissants yéménites à prendre la fuite et à grossir les rangs des réfugiés démunis. M. Al-Qirbi a expliqué qu'à ce problème de sécurité intérieure, « derrière lequel on trouve la trace d'Al-Qaida », s'est ajoutée la crise financière mondiale qui a entraîné la chute des prix du pétrole et, ce faisant, mis un coup d'arrêt à la croissance économique et à la lutte contre la pauvreté.

Le Ministre yéménite a déploré qu'en dépit de ces difficultés, la part de l'aide publique au développement (APD) réservée au Yémen demeure la plus faible de tous les pays les moins avancés. Il a appelé la communauté internationale et tous les partenaires du Yémen à assumer leurs responsabilités; le développement étant une des conditions préalables à la sécurité du pays et, au-delà, de la région dans son ensemble.

M. Al-Qirbi a ensuite rendu hommage au « courage et à la ténacité » des Palestiniens, un peuple que la communauté internationale a abandonné à sa condition de démunis. « Quand va-t-on répondre aux demandes légitimes des Palestiniens », a-t-il demandé, avant d'encourager ces derniers à s'unir pour faire triompher leur cause. M. Al-Qirbi a par ailleurs mis de nouveau la communauté internationale devant ses responsabilités concernant la nécessité de réintégrer la Somalie dans le concert des nations pour renforcer la paix et la stabilité dans la région de la corne de l'Afrique.

Pour ce qui est du Soudan, il a rejeté le mandat d'arrêt de la CPI contre le Président Al-Bashir, « un mandat pris en violation de la souveraineté du Soudan ». Enfin, le Ministre a plaidé pour l'élargissement du Conseil de sécurité, un organe qui doit veiller aux intérêts de tous les États Membres, dans le cadre de délibérations plus transparentes, qui, seules, permettront de mettre fin à l'usage abusif du droit de veto et aux politiques de deux poids deux mesures.

M. VLADIMIR NOROV, Ministre des affaires étrangères de l'Ouzbékistan, a rappelé que la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale se tient au moment où le monde vient de traverser une crise économique et financière sans précédent. Il a déploré que dans une situation comme celle-ci, certains grands pays poursuivent leur politique protectionniste, en dépit des discours prononcés en public. Il a indiqué que dans les années 90, son pays était parvenu à passer d'une économie centralisée au libre marché.

Nous avons mis en place un programme de lutte contre la crise pour les années 2009/2012 qui nous a permis d'assurer la stabilité économique, un taux de croissance élevé et un faible taux d'inflation, a-t-il affirmé. Le Ministre a mis l'accent sur les conséquences des changements climatiques, mais a surtout alerté des graves problèmes et les éventuels accidents techniques que pourraient occasionner les « gigantesques » centrales hydroélectriques installées dans la région et qui risquent de saper un équilibre écologique déjà fragile.

Le Ministre est dit préoccupé par les manipulations de l'opinion publique et les tentatives d'attirer d'autres investisseurs pour construire deux autres centrales, au mépris de la fonte des glaciers et des tragiques conséquences que pourrait avoir un accident dans des territoires où les secousses sismiques sont classées entre 9 et 10.

L'Ouzbékistan, a promis le Ministre, continuera d'insister pour que toute nouvelle construction se fonde sur une expertise internationale impartiale, menée sous les auspices des Nations Unies. Il faut

aussi, a-t-il estimé, réévaluer les centrales d'Amu-Darya et de Syr-Darya qui ont été construites sous l'ère soviétique.

La guerre en Afghanistan, a-t-il poursuivi, est l'un des principaux sujets de préoccupation de la communauté internationale et menace la sécurité de l'Asie centrale. Le Ministre a estimé que le règlement du problème afghan pourrait être facilité par la création, sous les auspices des Nations Unies, d'un Groupe de contact « 6 + 3 » composé des pays voisins de l'Afghanistan plus la Fédération de Russie, les États-Unis et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Pour conclure, il a indiqué qu'en sa qualité de Président de l'Organisation Shanghai pour la coopération, son pays entend travailler à un rapprochement avec les Nations Unies.

M. OLDEMIRO MARQUES BALOI, Ministre des affaires étrangères et de la coopération du Mozambique, a annoncé la tenue le 28 octobre 2009, des quatrièmes élections générales de l'histoire du pays, et pour la première fois, des élections législatives régionales.

« Ces élections sont la preuve de notre forte volonté politique et de notre engagement à renforcer la démocratie dans le pays », a indiqué M. Baloi. Il a souligné que cet environnement politique stabilisé avait contribué aux performances économiques et à la croissance du pays, ces dernières années.

Nous espérons réduire la pauvreté de 45% à la fin de cette année mais la crise économique et financière internationale a contrarié cet objectif, comme en témoignent les dernières prévisions de croissance qui montrent un ralentissement de la croissance à 4,3% en 2009, a tempéré le Ministre. Il a déploré le fait que les crises alimentaire, énergétique et financière, les catastrophes naturelles et les pandémies comme le VIH/sida ou le paludisme aient provoqué des pertes en vies humaines et affecté les secteurs productifs de l'économie.

Dans cette optique, le Ministre a salué le lancement le 23 septembre dernier, ici même à l'ONU, de l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme (ALMA). En sa qualité de Président de l'organe sur la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), le Mozambique, a indiqué le Ministre, fera tout pour éliminer les poches d'insécurité dans la sous-région.

Le Ministre s'est dit satisfait des progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord politique global au Zimbabwe, avant de réitérer l'appel de la SADC pour une levée des sanctions. En revanche, il s'est déclaré inquiet des tentatives visant à compromettre l'Accord de Maputo, signé le 9 août 2009, par tous les mouvements politiques malgaches.

En tant qu'un des huit pays pilotes où est testé le principe « Unis dans l'action », le Mozambique, a conclu le Ministre, est très attaché à la réforme du système des Nations Unies, à l'échelon national.

M. EDWARD NALBANDIAN, Ministre des affaires étrangères de l'Arménie, a souligné, à son tour, que la crise économique avait oblitéré les progrès dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Dans le contexte, a-t-il prévenu, ces progrès exigeront des efforts énormes, a-t-il noté.

Le Ministre a promis de travailler au renforcement des capacités institutionnelles des Nations Unies. Il a jugé que les principes de prévention du génocide et de responsabilité de protéger figuraient parmi les éléments clefs du système global de sécurité humaine. « En tant que survivants d'un génocide, les Arméniens se félicitent des initiatives pour combattre les attitudes racistes et xénophobes », a-t-il déclaré.

Le Ministre arménien a poursuivi en soulignant l'importance des objectifs de désarmement et de non-prolifération. Il est inacceptable, a-t-il dit, que des propositions de régler des conflits par la voie militaire soient faites au plus haut niveau, a-t-il dénoncé. Il s'est félicité que les Présidents et les Ministres des affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan se rencontrent régulièrement pour discuter des principes d'une résolution globale du conflit qui opposent leur pays.

Le Ministre a tout de même accusé l'Azerbaïdjan de continuer de déformer le problème du « Nagorno-Karabakh », en essayant, comme cela a encore été le cas il y a deux jours à l'Assemblée



générale, de passer sous silence les nettoyages ethniques et les violences contre la population civile. Nous pensons, a dit le Ministre, qu'il existe de sérieuses bases pour le règlement du conflit pour autant que toutes les déclarations signées soient respectées, lesquelles engagent les parties à négocier un règlement pacifique du conflit sur la base des « Principes de Madrid ».

Certains, a-t-il soupçonné, s'efforcent de réduire la notion d'autodétermination des peuples à un principe de second ordre du droit international, inférieur à celui d'intégrité territoriale. Or, a estimé M. Nalbandian, l'autodétermination est une clause inconditionnelle du droit international. Concluant par le thème des relations de son pays avec la Turquie, il a affirmé que ce processus, initié par le Président arménien en septembre dernier, promet de porter ses fruits. « Avec l'aide des médiateurs suisses, nous avons progressé vers l'ouverture de l'une des dernières frontières fermées en Europe et vers la normalisation de nos relations sans précondition », a-t-il précisé.

Mme MAXINE PAMELA OMETTA McCLEAN, Ministre des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Barbade, a, tout en se félicitant des initiatives prises en faveur des pays les moins avancés (PMA), souligné la nécessité de les élargir à d'autres groupes de pays en développement. La Barbade, l'un des petits pays classés dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire fortement endettés, mérite une assistance de la part des partenaires bilatéraux et des institutions multilatérales, a insisté la Ministre.

Les pays comme le mien, s'est-elle plainte, ne bénéficient pas des programmes de financement concessionnel et d'allègement de la dette. Le revenu par habitant, a-t-elle insisté, est pourtant un indicateur peu fiable de la viabilité économique et de la vulnérabilité d'un pays. La Barbade a besoin de mécanismes d'appui appropriés fondés sur des critères d'éligibilité révisés pour prévenir les dérapages dans le processus de développement, a prévenu la Ministre.

Mme McClean a souligné l'importance de privilégier une approche multilatérale face aux défis mondiaux. L'ONU étant « l'institution la plus apte à mobiliser les réponses globales », la Ministre a regretté que l'année dernière, l'Organisation ait été reléguée à un rôle de second plan dans la recherche de solutions à la crise économique et financière.

La Barbade, a promis la Ministre, continuera à appeler à une réforme de l'ONU pour faire en sorte qu'elle soit à même d'aider les États Membres à relever les défis mondiaux. Mon pays, a-t-il poursuivi, est en effet préoccupé par la tendance croissante à créer des petits groupes qui s'arrogent le pouvoir de prendre des décisions sur des questions qui affectent la communauté internationale dans son ensemble, sans se préoccuper du consentement ou de l'implication de ladite communauté.

Des conventions telles que celles sur le droit de la mer, le climat ou le droit pénal international, qui ont été toutes soutenues par les petits États comme la Barbade, sont quelques exemples de la contribution « précieuse » de ces États au renforcement du multilatéralisme et à la recherche de solutions des problèmes complexes, a rappelé la Ministre.

Dans ce contexte, elle a estimé que la politique qui consiste à pointer un doigt accusateur sur les petites juridictions offshore, les accusant d'avoir contribué à la crise financière, est une « injustice » qui mérite les condamnations les plus vives possibles. Réitérant la position de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), la Ministre a proposé de transformer le Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale en un organe subsidiaire du Conseil économique et social (ECOSOC), pour que les pays en développement puissent faire entendre leur voix dans les discussions internationales sur les questions fiscales.

S'agissant des changements climatiques, Mme McClean a rappelé que la Banque mondiale évalue à environ 9,9 milliards de dollars par an l'impact du phénomène sur les pays de la CARICOM, soit 11,3% de leur produit national brut (PNB). Il a argué que la communauté internationale a une « responsabilité morale et éthique » d'appuyer une action mondiale pour contribuer au financement des programmes d'adaptation dans les petits États insulaires en développement (PEID).

M. MOUSSA FAKI MAHAMAT, Ministre des relations extérieures du Tchad, a déclaré d'emblée que la conjonction des crises alimentaire, énergétique et financière frappant les pays en développement constitue un réel handicap pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Nous ne le dirons jamais assez, les pays en développement payent chèrement une crise économique dont ils n'ont pas été à l'origine, a-t-il ajouté, avant d'estimer que la communauté internationale doit, dans ce contexte, redoubler d'efforts pour alléger les difficultés auxquelles sont confrontés ces pays.

Le Ministre tchadien a ensuite abordé les conséquences négatives des changements climatiques sur le monde en développement, qu'il a qualifiés de « plus grande des catastrophes » pour le Tchad. Il a notamment évoqué le risque de disparition complète du lac Tchad, passé en 40 ans de 25 000 à moins de 3 000 kilomètres carrés, que seule la mobilisation de la communauté internationale pourra empêcher.

Après avoir attiré l'attention sur diverses initiatives nationales en matière d'environnement, dont le plan national de reboisement devant permettre au Tchad de devenir un puits d'absorption du CO<sub>2</sub>, M. Faki Mahamat est passé à la question du règlement des conflits régionaux.

S'agissant de la crise au Darfour et des relations de son pays avec le Soudan, il a noté que cette situation « pèse sur la sécurité de notre frontière et menace la paix et la sécurité régionales ». Il a mis l'accent sur le phénomène des enfants soldats recrutés contre leur gré par les différents groupes armés qui sévissent dans la région et que l'Armée nationale tchadienne a réussi à soustraire par centaines pour les confier au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Pour ce qui est de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), le Ministre tchadien a déploré les retards pris dans son déploiement et les difficultés que ce problème pose pour protéger durablement les populations vulnérables que sont les réfugiés, les déplacés et les travailleurs humanitaires.

Quels que soient les efforts de la Mission et du Gouvernement tchadien pour renforcer la sécurité dans les camps, le véritable règlement de la crise du Darfour ne peut être que politique afin de permettre aux réfugiés de regagner leur terre d'origine, a-t-il ensuite affirmé. Il a ainsi salué la médiation de la Libye pour relancer le processus de Doha ainsi que les récentes initiatives américaines et égyptiennes, qui participent de la volonté de la communauté internationale « de parvenir à la normalisation des relations entre le Tchad et le Soudan. »

En conclusion, M. Faki Mahamat a indiqué que son gouvernement, dans le cadre de l'Accord du 13 août 2007 et dans la perspective des prochaines élections, venait de mettre sur pied une Commission électorale nationale indépendante composée à part égale de représentants du pouvoir et de l'opposition.

M. ALEXANDRE CÉCÉ LOUA, Ministre des affaires étrangères de la Guinée, a rappelé qu'en décembre dernier, suite à la disparition du Président Lansana Conté, « les Forces armées guinéennes ont pris en main la destinée du pays, à travers le Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), pour éviter l'implosion sociale qui aurait été préjudiciable à la paix, à la sécurité, à la stabilité et au développement de la nation ». Soulignant que la mauvaise gouvernance politique et économique, la corruption, l'impunité, la consommation et le trafic de drogues, la prolifération des armes légères et la démission des institutions républicaines avaient affaibli l'autorité du pays, il a affirmé que le CNDD avait entrepris depuis des actions concrètes pour y faire face. À ce titre, le Ministre a mentionné, entre autres, l'élaboration d'un calendrier de la transition vers des élections présidentielles démocratiques, libres et transparentes prévues pour janvier 2010, qui seront suivies d'élections législatives en mars 2010. Il a indiqué que, parallèlement, des relations de coopération sont établies avec le Groupe international de contact sur la Guinée (CIC-G) dont la mission est d'accompagner ce processus de transition.

S'agissant de la lutte contre le trafic de drogues, le Ministre a regretté que son pays soit devenu l'une des plaques tournantes de ce commerce en Afrique de l'Ouest. La récente découverte de laboratoires clandestins illustre la gravité de la situation, a-t-il dit. Malgré les opérations hardies déclenchées par les nouvelles autorités qui ont abouti à des arrestations au sein de la haute hiérarchie des Forces de sécurité et de défense et de l'administration publique, la Guinée sollicite le soutien de la communauté internationale dans cet effort d'assainissement. Elle lance un appel pour l'application de la déclaration politique et du plan d'action sur la coopération internationale, en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de la lutte contre la drogue. Par ailleurs, le Gouvernement guinéen a entrepris des actions

pour moraliser la gestion des finances publiques, qui ont permis de recouvrer des fonds qui ont servi au financement partiel du programme « eau et électricité pour tous » du CNDD. Il renouvelle son appel aux partenaires internationaux du développement pour un soutien financier, matériel et technique accru à la transition en Guinée. Le Ministre préconise d'ailleurs un partenariat qui accorderait une place prépondérante au développement de l'Afrique, qui se traduirait par l'accroissement substantiel de l'aide et des flux d'investissement.

S'agissant de la paix et de la sécurité, le Ministre a reconnu les progrès notoires dans l'espace du fleuve Mano où la consolidation de la paix entre la Sierra Leone et le Libéria est en bonne voie. La Guinée soutient aussi le processus d'application de l'Accord politique en Côte d'Ivoire. Par ailleurs, le bon déroulement des élections présidentielles en Guinée-Bissau et en Mauritanie augure, pour M. Loua, d'une ère nouvelle, propice à la réconciliation nationale. Cependant, s'agissant de la Somalie et de la situation au Darfour, il souhaiterait une implication plus marquée de la communauté internationale aux côtés de l'Union africaine. Pour ce qui est de la question du désarmement, le Ministre a rappelé qu'en Afrique, la circulation illicite et incontrôlée des armes légères est une source d'instabilité pour les États et d'insécurité pour les populations. Le moratoire adopté par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDAO) vise à lutter efficacement contre ce fléau, ce qui requiert, cependant, l'engagement des partenaires bi et multilatéraux. Passant à l'impact de la crise économique et financière mondiale, M. Loua a estimé que les engagements pris à Monterey, à Johannesburg et à Doha, ainsi qu'à Londres dans le cadre du G-20, constituent un motif d'espoir. Pour sa part, la Guinée attache une grande importance à l'accroissement de l'aide publique au développement, assortie d'une amélioration de sa qualité, de sa prévisibilité et de son alignement sur les priorités nationales. Elle apprécie en outre les progrès accomplis dans l'application de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE).

M. RUFUS GEORGE BOUSQUET, Ministre des affaires extérieures, du commerce international et des investissements de Sainte-Lucie, a indiqué que son pays n'était qu'à mi-parcours dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Le retard pris, a expliqué le Ministre, résulte de la crise économique et financière. Le monde développé entame sa reprise économique mais les pays en développement sont encore loin, a-t-il poursuivi, ajoutant que la réalisation des OMD était encore possible.

L'éducation, la lutte contre la pauvreté et le renforcement des institutions pour une bonne gouvernance sont des thèmes essentiels et doivent être la base du développement, a précisé M. Bousquet. Il a ajouté que son pays avait fait des progrès importants dans la lutte contre la pauvreté et la faim, l'éducation universelle et l'égalité des genres. Cependant, a-t-il poursuivi, des problèmes demeurent comme la mortalité infantile et la santé. Les prix élevés des produits alimentaires et des matières premières, ajoutés à la crise économique et financière, ont réduit la capacité de Sainte-Lucie à rembourser sa dette.

La question la plus urgente et la plus difficile est celle des changements climatiques, a poursuivi le Ministre. Il a précisé que les effets négatifs de ce phénomène menacent constamment l'accès aux ressources, telles que la terre, la mer et l'alimentation. Sainte-Lucie ne disparaîtra pas comme les Maldives, mais sa survie coûtera cher, a prévenu le Ministre. Les investissements requis pour appuyer les progrès de développement durable sont un lourd fardeau pour les petits États insulaires en développement, a insisté le Ministre. Le manque d'accès aux technologies nécessaires risque de faire stagner ou reculer les progrès enregistrés jusqu'ici.

Le Ministre a demandé aux États de respecter les engagements qu'ils ont pris par rapport au Fonds d'adaptation, tout en « suppliant » pour que le nouvel accord qui sera conclu à Copenhague limite l'accroissement de la température à 1,5 degré Celsius.

Il a poursuivi en évoquant la situation des pays à revenu intermédiaire. Leurs efforts pour assurer leur développement, a-t-il expliqué, sont parfois compromis par le manque de ressources et les agissements d'un « groupement » particulier qui barre à de nombreux États l'accès à certains types d'assistance, de prêts ou d'aide au développement, en invoquant « bizarrement » leur succès dans la gestion des affaires publiques. « Il semble que nous soyons punis pour notre gestion prudente des ressources limitées », a ironisé le Ministre. En tant que groupe, a-t-il insisté, nous méritons une attention plus grande de la part des donateurs et du système des Nations Unies.

Le Ministre s'est aussi rallié aux autres États de la CARICOM qui demandent un nouveau cadre pour la régulation financière. Il a souligné que la politique régionale en la matière prévoit des dispositions sur l'amélioration de la transparence et de la bonne gouvernance dans les secteurs public et privé. Malgré « nos meilleurs efforts », a accusé le Ministre, les centres financiers internationaux des Caraïbes viennent de subir une pression intense de la part des pays qui pratiquent une taxation élevée. « Nous réclamons un traitement équitable et pareil à celui qui est réservé aux pays développés et aux autres juridictions préférentielles », a ajouté le Ministre. Il a achevé son intervention en évoquant la question « importante » de la lutte contre les armes légères et en arguant, par ailleurs, que les contributions des États au budget ordinaire de l'ONU devraient être calculées sur la base des données sur le PNB.

M. FANDER FALCONI, Ministre des affaires étrangères, du commerce extérieur et de l'intégration de l'Équateur, a rappelé que le thème central du débat général, à savoir le multilatéralisme, est la raison d'être des Nations-Unies. Mais cette Organisation n'a pas été en mesure de répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, a-t-il estimé. C'est pourquoi, il a préconisé de poursuivre le processus de réforme structurelle de l'ONU, précisant que cette réforme doit inclure une nouvelle conception de ses organes principaux. Le Conseil de sécurité doit être davantage représentatif, démocratique et efficace, a-t-il souligné, en souhaitant que tous les États Membres s'engagent véritablement en faveur de sa réforme cette année. En outre, l'Assemblée générale doit assumer pleinement les fonctions que lui confère la Charte de l'ONU et être revitalisée.

M. Falconi a ensuite affirmé que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont compris l'importance du multilatéralisme pour répondre aux défis d'aujourd'hui. Des instances comme le Groupe de Rio, l'Union des nations de l'Amérique du Sud (UNASUR) et la CARICOM en témoignent.

Le Ministre équatorien s'est félicité de la réintégration de Cuba, qu'il a appelée « République sœur » au sein de l'Organisation des États américains. Le maintien de l'embargo économique et financier imposé à ce pays est contraire au droit international, a-t-il dit, rappelant que l'Assemblée générale s'y oppose depuis 17 ans. Il a en outre précisé que l'Amérique latine et le monde entier ont soutenu la résolution « historique » de l'Assemblée générale qui a condamné le coup d'État au Honduras. « Nous demandons le rétablissement du Président Zelaya dans ses fonctions », a-t-il souligné. À cet égard, il a fait référence à la déclaration des 61 chefs d'État et de gouvernement des pays d'Amérique du Sud et d'Afrique, réunis au Venezuela les 26 et 27 septembre, qui réaffirme celle faite par le Conseil de sécurité le 25 septembre dernier concernant la sécurité de l'ambassade du Brésil à Tegucigalpa où le Président Manuel Zelaya avait trouvé refuge depuis le 21 septembre et qui a été la proie d'un harcèlement militaire et policier injustifiable.

M. Falconi a poursuivi son intervention en faisant part de ses observations sur la crise économique et financière, qu'il qualifie de systémique et qui, selon lui, porte des symptômes clairs de dysfonctionnement du système. Il a précisé que les effets de la crise économique et financière se sont accrus dans les pays en développement même si cette crise tire ses origines dans les marchés spéculatifs des pays riches du Nord. « La crise ne requiert pas une réforme technocratique mais un changement de modèle », a-t-il déclaré. M. Falconi a ensuite indiqué que les pays d'Amérique latine et les pays arabes ont signé, au cours du Sommet du 26 septembre, l'acte constitutif de la Banque du Sud, institution multilatérale financière qui contribuera à renforcer le développement du capital humain en Amérique latine. Le Ministre s'est interrogé sur l'ingérence des institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale qui, a-t-il dit, mettent en place des mesures économiques et politiques contre les pays. « La crise a démontré que le capitalisme n'était pas un modèle économique et social viable », a-t-il déclaré. Il génère un déséquilibre entre l'économie et l'environnement, comme le montre le problème des changements climatiques. À cet égard, M. Falconi a avoué que le Sommet de la semaine dernière a été une déception pour lui. Il a parlé de « rhétorique et d'absence d'engagement concret ». « Nous devons changer les modes de consommation et de production », a-t-il affirmé. Le Ministre équatorien a abordé le principe de la responsabilité commune mais différenciée, réaffirmant que ce principe ne suffisait pas et qu'il faudrait prévoir une réparation qui reconnaît la notion de dette écologique. « Nous demandons que les États du Nord s'acquittent en matière de financement et de transfert de technologie », a-t-il ajouté. M. Falconi a ensuite fait part de ses inquiétudes sur la crise alimentaire qui, selon lui, existe dans la mesure où le droit à l'alimentation est hypothéqué par les grandes entreprises multinationales qui contrôlent le marché.

M. ASSUNÇÃO AFONSO DOS ANJOS, Ministre des relations extérieures de l'Angola, a expliqué que la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale se tenait dans un contexte politique, social et économique extrêmement complexe. Combattre la pauvreté, protéger l'environnement, assurer un meilleur avenir aux générations futures et garantir la primauté du droit dans les relations internationales sont certains des défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui, a-t-il dit, en ajoutant à cette liste, la mise en place d'une stratégie mondiale antiterroriste et la nécessité de reformer le Conseil de sécurité.

Il a ensuite souligné l'inégalité économique et sociale qui caractérise la planète, et surtout la famine et la pauvreté, aggravées par les maladies endémiques qui touchent le continent africain et compromettent son développement. « Il est urgent d'inverser cette situation qui ravage nos peuples » a déclaré M. Dos Anjos. Pour lui, la sécurité alimentaire est aujourd'hui l'une des préoccupations majeures de l'Afrique et la victoire sur la pénurie alimentaire n'est possible que si la communauté internationale se rassemble pour préserver les stocks alimentaires pour l'aide d'urgence et travaille à l'adoption de stratégies nationales et régionales intégrées en matière d'agriculture, de commerce, de transport, d'eau et de renforcement des capacités.

Évoquant la crise financière et économique, il a affirmé que celle-ci avait affecté la croissance des États africains et dans ce cas, au lieu de trouver des solutions provisoires, il a préconisé la révision du système économique et financier et sa restructuration.

Malgré les progrès enregistrés par l'Union africaine dans les domaines de la bonne gouvernance et de l'institutionnalisation de ses organes, dans un continent qui avance en matière de croissance et de développement socioéconomique, le Ministre a prévenu que l'Union africaine doit relever le défi de la paix et de la sécurité. Le Conseil de sécurité, a-t-il dit, doit continuer de financer les opérations de maintien et de consolidation de la paix en Afrique et appuyer les efforts de l'Union africaine dans la lutte contre le trafic de stupéfiants, le commerce illicite des armes, la piraterie et le terrorisme.

Il est tout aussi important que la stratégie de prévention et de règlement des conflits s'accompagne toujours de mesures de lutte contre le crime transnational organisé et le lien entre l'exploitation illégale des ressources naturelles et le commerce illicite des armes légères. Cette stratégie doit aussi être assortie de mesures de lutte contre le financement du terrorisme, un autre défi important que doit relever la communauté internationale.

Il a conclu en défendant le rôle central de l'ONU en matière de multilatéralisme, en saluant la nouvelle architecture du Conseil économique et social de l'ONU, particulièrement l'examen ministériel annuel et en appelant à l'avancée des négociations sur la réforme du Conseil de sécurité.

M. ZACARIAS ALBANO DA COSTA, Ministre des affaires étrangères du Timor-Leste, a rappelé qu'il y a 10 ans l'ONU avait soutenu les consultations organisées auprès de la population du Timor-Leste au cours d'une étape qui lui a permis de retrouver son indépendance. Il a ajouté que le Timor-Leste avait été un exemple typique de réussite pour les Nations Unies, tout en étant cependant considéré comme un échec par certains. Il a ensuite indiqué que son pays était prêt à assumer sa part de responsabilité au sein de la communauté internationale, aux côtés des Nations Unies. Le Ministre a aussi souligné l'importance du rôle d'administration de l'ONU au Timor-Leste, saluant les efforts de feu Sergio Vieira de Mello, qui y était à la tête de la mission onusienne. Une des leçons apprises avec cette mission est qu'il faut du temps pour reconstruire les capacités d'un pays et mettre en place des institutions stables, a-t-il observé.

Le Ministre des affaires étrangères du Timor-Leste a indiqué que son pays avait fait l'objet de presque 3 000 études et évaluations externes, et a proposé que le Gouvernement mène lui-même une évaluation de tout ce qui a été fait dans le pays par la communauté internationale, afin de savoir comment la population a bénéficié de ces actions. La Mission intégrée des Nations Unies au Timor-Leste (MINUT) démontre la nécessité d'un engagement à long terme de l'ONU, a dit M. Albano da Costa. Il a rappelé la crise de 2006 qui a montré la fragilité de la paix quand les institutions de l'État sont encore faibles. Le coût du règlement de cette crise s'est avéré élevé pour la communauté internationale, a-t-il noté, avant de rappeler l'importance du rôle de l'ONU dans la reconstruction du système de justice et des Forces de sécurité du Timor-Leste. À ce jour, a-t-il ajouté, même s'il reste des défis à relever, les personnes déplacées ont pu réintégrer leurs communautés et les Forces de sécurité ont été reconstituées.

Nous sommes déterminés à retrouver des relations avec l'Indonésie qui soient basées sur la réconciliation, a poursuivi Albano da Costa. Nos deux pays sont en transition, a-t-il remarqué, en souhaitant que les deux nations aient la possibilité de chercher leur voie, même si celle-ci est imparfaite. Il a considéré que ce processus complexe doit passer par une « solution timoraise ». Le Timor-Leste n'a pas renoncé à la justice, a poursuivi le Ministre, qui a, à cet égard, évoqué la Constitution du pays, l'état de droit et son système de justice. Nous aurons encore besoin de l'aide de la communauté internationale pour continuer dans ce sens, a-t-il reconnu. Pour justifier des décisions critiquées prises par le Gouvernement timorais, le Ministre a expliqué qu'elles avaient été motivées par le désir de concilier le passé et le besoin de paix pour les futures générations.

Enfin, il a mentionné les questions importantes, pour lesquelles le Timor-Leste s'engage, comme la lutte contre la pauvreté et le chômage, les problèmes spécifiques aux populations rurales, la consolidation des institutions étatiques, ou encore tout ce qui menace la planète comme les changements climatiques et la prolifération nucléaire. Il a réitéré sa position en ce qui concerne les sanctions économiques imposées à Cuba par les États-Unis, appelant à la mise en œuvre de la résolution pertinente de l'Assemblée générale qui en demande la levée.

M. DATUK ANIFAH AMAN, Ministre des affaires étrangères de la Malaisie, a déclaré que le désarmement et la non-prolifération étaient les pierres angulaires de la paix et de la sécurité internationales. Il a ainsi rappelé les trois piliers du régime de non-prolifération instauré par le TNP, à savoir le droit des États à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, l'obligation faite aux puissances nucléaires de démanteler leurs arsenaux et la prévention de la prolifération. Le Ministre malaisien a salué les efforts conjoints de la Fédération de Russie et des États-Unis en vue de réduire leurs stocks de têtes nucléaires et ceux de la communauté internationale destinés à renforcer le TNP.

M. Aman a ensuite expliqué que la Malaisie, société multiethnique et pluriconfessionnelle, perpétuait sa tradition de rapprochement pour favoriser l'entente entre les peuples. La diversité est une force, a-t-il lancé, plaidant pour l'unité entre les individus et pour la tolérance, « des valeurs fondatrices de la Constitution de la Malaisie ». Le Ministre a en outre souligné la nécessité de réformer les structures de gouvernance mondiale, l'élargissement du Conseil de sécurité étant selon lui indispensable pour que l'ONU puisse répondre aux aspirations de tous les États Membres sur une base équitable. Enfin, M. Aman a demandé que les membres du G-20 tiennent leurs engagements et refondent les institutions financières internationales, cela en faisant preuve d'esprit de coopération et en intégrant davantage de pays et d'organisations internationales aux processus de prise de décisions.

M. RANGIN DĀDFAR SPANTĀ, Ministre des affaires étrangères de l'Afghanistan, a souligné la nécessité de redoubler d'efforts afin de résoudre les conflits historiques. Parmi eux, a-t-il dit, figure le Moyen-Orient. L'Afghanistan réitère son appel pour la pleine mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité et des initiatives régionales afin de mettre un terme aux souffrances des Palestiniens et de créer une région sûre pour toutes les nations du Moyen-Orient. Cela, a-t-il ajouté, enlèvera aussi aux terroristes un puissant outil de recrutement et contribuera à améliorer la compréhension et la coopération entre le monde islamique et l'Occident. M. Spantā a indiqué qu'à la veille du quarantième anniversaire de la création de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), le monde islamique faisait face à un certain nombre de problèmes, internes et externes.

Concernant la situation en Afghanistan, le Ministre a affirmé qu'une couverture médiatique négative cachait les progrès réalisés depuis la chute des Taliban. Tout en luttant contre le terrorisme, la drogue, la corruption, un nouvel Afghanistan émerge, a-t-il assuré. Il a ainsi donné l'exemple de l'accès aux services de santé de base, qui est passé de 9% en 2001 à 85% aujourd'hui. De la même manière, le produit intérieur brut (PIB) moyen par tête est passé de 185 dollars en 2001 à 485 dollars aujourd'hui. Le soutien généreux et les sacrifices de la communauté internationale ont été essentiels dans ces réussites, a-t-il assuré.

Le Ministre a également expliqué que les élections présidentielles et locales du mois d'août dernier avaient illustré ces changements positifs. C'était la première fois dans l'histoire moderne que les institutions afghanes organisaient des élections à l'échelle nationale. Compte tenu des spécificités sociohistoriques du pays, ce test national a été réussi. De plus, en bravant les menaces d'Al-Qaïda, des Taliban et d'autres groupes terroristes, les électeurs afghans ont montré leur détermination à construire un système politique moderne et démocratique. Les campagnes électorales ont été conduites dans un esprit

démocratique, a-t-il affirmé. Des irrégularités ont été constatées dans le scrutin, a-t-il reconnu, ajoutant néanmoins qu'il convenait de tenir compte du contexte et du processus en cours: une jeune démocratie qui subit le terrorisme ne peut pas être évaluée à l'aune des critères de démocraties centenaires, a-t-il souligné.

Le Ministre a indiqué que son pays était toujours confronté à de nombreux défis: le terrorisme, la drogue, des institutions faibles, la corruption, la pauvreté et le chômage. La stratégie à mener comprend la bonne gouvernance, le développement économique, la coopération régionale et la solidarité internationale, a-t-il dit. M. Spantã a affirmé que l'Afghanistan approuvait la nouvelle stratégie du Président américain Barack Obama pour l'Afghanistan et le Pakistan. Enfin, évoquant la prochaine conférence sur l'Afghanistan, il a plaidé pour une meilleure coopération entre l'Afghanistan et la communauté internationale.

M. OJO MADUEKWE, Ministre des affaires étrangères du Nigéria, a déclaré qu'en dépit des efforts déployés par la communauté internationale en vue de juguler les effets des crises des secteurs énergétique, agricole et financier, le monde en développement n'est pas encore sorti de ces crises. Il est donc plus que jamais nécessaire que la communauté internationale honore les engagements pris vis-à-vis du monde en développement afin d'éviter une « calamité imminente » pour la moitié de l'humanité.

Après avoir salué le travail des Nations Unies, notamment la Conférence sur la crise économique et financière mondiale et son incidence sur le développement, tenue en juin dernier à New York, le chef de la diplomatie du Nigéria a exhorté à l'appui et à la mise en œuvre des recommandations de cette Conférence, en formant le vœu qu'elle recueilleront le soutien inconditionnel des nations développées.

Des efforts mondiaux sont aussi nécessaires, selon M. Maduekwe, pour relancer la sécurité alimentaire, notamment la production alimentaire, tant pour la consommation intérieure que pour les exportations, ce qui requiert une collaboration entre les investisseurs, les organisations et les gouvernements. Il a jugé « pertinent » de réitérer l'appel en faveur de la suppression des « énormes subventions agricoles que les pays développés continuent d'octroyer à leurs agriculteurs, ce qui continue à défier la logique de l'économie de libre marché et demeure injuste pour les millions de paysans pauvres dans le monde entier ».

Il a mis en garde contre le fait que la convergence de nombreux facteurs, y compris la crise économique mondiale, menace non seulement la mise à jour des Objectifs du Millénaire pour le développement mais met également en péril les acquis substantiels déjà obtenus. Il a encouragé les bailleurs de fonds et les pays récipiendaires à multiplier leurs efforts pour respecter leurs engagements en vertu de ce programme.

Évoquant le Sommet des chefs d'État africains pour faire reculer le paludisme, tenu à Abuja en 2000, le diplomate nigérian a rappelé que pour pouvoir réduire ce fléau de moitié en Afrique en 2010, il est attendu des pays africains qu'ils consacrent 15% de leurs dépenses publiques au secteur de la santé.

Il a toutefois réaffirmé la détermination de l'Afrique à éliminer le paludisme et a indiqué que son pays allait accueillir en 2011 le Sommet « Abuja plus dix ».

M. Maduekwe a formé le vœu que pour l'Afrique qui compte 15 des 20 pays les plus vulnérables à l'impact des changements climatiques, les résultats de la Quinzième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, prévue à Copenhague, soit une « réponse acceptable face à cette menace mondiale ».

Il s'est félicité du rapprochement entre les États-Unis et la Fédération de Russie en ce qui concerne le désarmement nucléaire, ainsi que de la conclusion et de l'entrée en vigueur du Traité de Pelindaba en Afrique sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et a invité toutes les autres régions à emboîter le pas au continent en la matière.

Cependant, il a attiré l'attention sur la corrélation entre les armes de petit calibre, exportées vers l'Afrique de l'Ouest par exemple, et la criminalité organisée, le trafic des stupéfiants et, dans le cas de son pays, la piraterie et la contrebande de pétrole dans le delta du Niger. La région est devenue une plaque tournante des drogues illicites notamment, ce qui constitue une menace mondiale, a-t-il observé, en exhortant à l'établissement de normes internationales contraignantes à cet égard.

En sa qualité de Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Président du Nigéria, a indiqué le Ministre a dépêché un Envoyé spécial auprès de son homologue du Niger, Mamadou Tandja, dans le but d'établir « une ligne de communication en faveur d'un règlement des problèmes politiques que connaît notre voisin du nord », a ajouté le responsable nigérien, qui a indiqué que son pays continue d'insister auprès des autorités de Guinée Conakry sur la nécessité d'un retour à un régime démocratique. Il a formé l'espoir que de tels efforts mèneront à l'élection d'un gouvernement civil au début de l'année prochaine.

Au plan national, il a mis l'accent sur les progrès accomplis dans le delta du Niger en vue de trouver des solutions durables aux problèmes politiques, sociaux et écologiques de l'une des régions « les plus stratégiques » du pays et ce grâce à un accord d'amnistie entre le Gouvernement et les militants locaux.

Il a également informé l'Assemblée que son pays s'était soumis cette année à l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme, dont il s'engage à appliquer les recommandations formulées à l'issue de cet exercice. Avant de conclure, le diplomate a salué la réforme actuelle du sein du système des Nations Unies et a plaidé en faveur de l'élargissement de la composition et de la démocratisation du Conseil de sécurité. « Il est inacceptable que l'Afrique, avec ses 53 pays, ne soit pas représentée dans la catégorie de siège permanent au sein du Conseil », a-t-il déclaré à cet égard, en appelant les États Membres « à faire preuve de la volonté politique nécessaire pour une réforme trop longtemps attendue afin de rendre le Conseil de sécurité plus légitime, plus démocratique, plus transparent et plus inclusif ». Dans le domaine de maintien de la paix, le Ministre a appelé au renforcement du partenariat entre les pays contributeurs de contingents et les Nations Unies, notamment pour ce qui a trait à l'apport de ressources adéquates et au renforcement des capacités des organisations régionales.

Mme PATRICIA ISABEL RODAS BACA, Ministre des affaires étrangères du Honduras, a déclaré que le seul tort de Président Zelaya est qu'il avait défendu les droits de l'homme des migrants et des « oubliés de la terre ». M. Zelaya a fait dans son propre pays des propositions simples et équitables visant à mettre fin aux disparités criantes qui subsistaient entre une minorité de riches et l'immense majorité des pauvres. La Ministre a indiqué que le Président hondurien subissait un siège à l'ambassade du Brésil où il s'est réfugié pour échapper aux auteurs du coup d'État qui a provoqué le renversement de l'ordre constitutionnel de notre pays, s'est-elle indignée.

« J'ai le Président Zelaya au téléphone », a-t-elle soudain annoncé sous un tonnerre d'applaudissements. Après avoir remercié les Nations Unies de leur soutien, celui-ci a fait une déclaration. « Ceux qui avaient encore des doutes sur l'instauration d'une dictature au Honduras ne peuvent plus en avoir après tout ce qui s'est passé au cours des 93 jours qui ont suivi le coup d'État contre mon gouvernement », a déclaré M. Zelaya en direct, avant de dénoncer une « dictature fasciste » qui réprime le peuple hondurien.

Aujourd'hui, a-t-il poursuivi, une radio et une chaîne de télévision nationales, les seuls médias opposés à cette dictature, ont été fermés pour avoir commis le crime de laisser s'exprimer la volonté populaire. J'en appelle aux Nations Unies pour restaurer l'ordre constitutionnel et protéger les populations civiles, a enjoint le Président Zelaya. Contre la force, je demande aux Nations Unies de protéger notre intégrité et la vie des personnes qui vivent assiégées dans les locaux de l'ambassade brésilienne », a encore dit le Président.

Reprenant la parole, la Ministre des affaires étrangères a expliqué que « nous étions parvenus à déployer des efforts tous ensemble dans le pays et à l'extérieur pour rétablir l'ordre constitutionnel qui a été renversé il y a trois mois. « Nos peuples le méritent, parce que toute leur vie, ils se sont mobilisés contre l'injustice sociale et les inégalités », a-t-elle dit. Rêver l'impossible nous permettra d'atteindre notre objectif et de libérer notre Président et notre peuple. Tout cela est sanctionné au quotidien par un régime putschiste, a encore dénoncé Mme Baca.

Il n'y a pas de guerre civile au Honduras, seulement un peuple qui a marché pacifiquement et silencieusement pendant plus de 90 jours pour dire au reste du monde que, dès lors qu'il serait soutenu par la communauté internationale, il lui sera possible de reconquérir la démocratie et de faire taire les canons



et les fusils que l'on dirige contre lui, au mépris de toutes les garanties constitutionnelles.

Dans ces conditions, a-t-elle préconisé, il nous faut unifier nos propositions et rassembler la communauté internationale qui menace notre peuple qui marche et qui peut, à tout moment, être emprisonné et assassiné. On nous informe à l'instant que des contingents militaires se dirigent vers l'ambassade du Brésil. Nous demandons donc aux Nations Unies de prendre collectivement des mesures décisives pour faire reculer l'ignominie, a conclu Mme Baca.

M. PAK KIL YON, Vice-Ministre des affaires étrangères de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), a affirmé que son pays demeure une terre d'armistice et maintenant qu'il possède une force nucléaire dissuasive, il peut réellement prévenir les conflits et défendre la paix. LA RPDC n'a jamais nié la nécessité de la dénucléarisation de la péninsule coréenne et du reste du monde. Elle a fait tout ce qu'elle a pu pour obtenir la réunification pacifique de la péninsule, écarter la menace nucléaire et assurer la paix et la stabilité.

Le pays a initié la dénucléarisation de l'Asie du Nord-Est et de la péninsule et promu la proposition de remplacer l'Accord d'armistice par un accord de paix, et d'adopter un traité de non-agression avec les États-Unis, a fait observer le Vice-Ministre. Toutefois, nos efforts n'ont pas reçu la réponse souhaitée de la part des États-Unis, qui considèrent la question coréenne sous l'angle unique de sa stratégie asiatique, en refusant de voir la péninsule coréenne entièrement dénucléarisée. Le caractère arbitraire de la position des États-Unis est reflété dans son opposition au lancement d'un satellite pacifique, a soutenu M. Yon, pour qui le Conseil de sécurité est devenu l'otage de ce point de vue.

Le Vice-Ministre a stigmatisé les sanctions imposées à son pays sous prétexte qu'il possède une force nucléaire dissuasive, alors que tous les membres permanents du Conseil sont des États nucléaires. « Nous n'accepterons jamais des sanctions injustes et inévitables », a prévenu M. Yon, expliquant que son gouvernement réagirait au dialogue par le dialogue et répondrait aux sanctions par le renforcement de ses capacités nucléaires dissuasives. Si les États-Unis engagent un « dialogue » avec des sanctions, nous y participerons par un renforcement de nos capacités nucléaires dissuasives, a-t-il insisté.

Le Vice-Ministre a en outre vanté les mérites de Kim Jong-Il qui a fait entrer dans une nouvelle phase les relations nord-sud dans la péninsule coréenne. Il a assuré que son gouvernement continuerait d'œuvrer à la réconciliation et à l'unité « du pays » et réaliserait sa réunification « indépendante et pacifique », sous la bannière « par notre nation elle-même ».

Évoquant la réforme du Conseil de sécurité, il a dénoncé la composition actuelle de cet organe et affirmé que l'Assemblée générale était la seule enceinte où les voix de la communauté internationale sont correctement reflétées et où la démocratie est garantie. Il a donc voulu la démocratisation du Conseil de sécurité et un renforcement décisif de l'Assemblée générale. En la matière, il a proposé de soumettre à l'Assemblée toutes les décisions du Conseil touchant le principe d'égalité souveraine entre États.

Toute tendance à voir un problème dans les systèmes de certains pays et de s'ingérer dans leurs affaires intérieures, sous prétexte de protéger les droits de l'homme, constitue en soi une violation des droits de l'homme consistant à nier aux peuples le droit de choisir leur propre système, a estimé le Vice-Ministre.

M. JOÃS GOMES CRAVINHO, Secrétaire d'État aux affaires étrangères et à la coopération du Portugal, a commencé par évoquer les changements climatiques. « Les combattre, c'est un impératif moral et une question de survie », a-t-il déclaré, saluant les efforts du Secrétaire général pour l'organisation du Sommet sur ce thème, à la veille de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale. Le Secrétaire d'État a rappelé que les premiers à souffrir des changements climatiques étaient les pays et les petits États insulaires en développement, alors qu'ils ne sont pas les plus grands pollueurs.

« Leur vulnérabilité impose une plus grande responsabilité à la communauté internationale », a-t-il souligné, car « faire partie d'une communauté, c'est avoir des responsabilités à l'encontre des autres membres ». Le Secrétaire d'État a ensuite rappelé la relation spéciale qui lie son pays à la mer et qui explique l'importance accordée par le Portugal à la promotion du développement durable et d'une gestion durable des océans et de leurs ressources. Il a également cité les avancées du Portugal dans l'utilisation

des énergies renouvelables, en soulignant que 45% des besoins du pays seront assurés par des énergies propres en 2010 et 60% en 2020.

Évoquant ensuite la crise économique et financière internationale, M. Gomez Cravinho a souligné que les premières victimes étaient encore les pays en développement et aux économies vulnérables. « Nous sommes convaincus que le système financier international a besoin d'être guidé par des principes de responsabilité et de transparence, et que sa régulation doit être renforcée », a-t-il ajouté. Pour le Portugal, les États ne doivent pas céder au protectionnisme. La priorité est de « conclure rapidement » le Cycle de Doha, a-t-il estimé.

Le Secrétaire d'État est revenu sur les efforts du Portugal dans la sphère internationale. Il a rappelé que son pays consacrait la part la plus importante de son aide au développement à l'Afrique. Il a souhaité à cet égard attirer l'attention sur la coprésidence portugaise du Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA) et le rôle actif de son pays dans la mise en œuvre du Plan d'action adopté à Lisbonne en 2007, lors du deuxième Sommet Afrique-Union européenne.

Saluant les progrès réalisés en Guinée-Bissau et au Timor oriental, deux pays lusophones, M. Gomez Cravinho a mis en avant le rôle de plus en plus important joué par la Communauté des pays de langue portugaise, organisation présidée par le Portugal en ce moment. Le portugais, parlé par 250 millions de personnes dans le monde, devrait devenir une langue officielle ou une langue de travail des organisations internationales, a dit le Secrétaire d'État.

Il a aussi annoncé que la Conférence ibéro-américaine que son pays préside, ainsi que la Communauté des pays de langue portugaise participeraient notamment au deuxième Forum de l'Alliance des civilisations qui se tiendra au Brésil en 2010. Concluant sur la réforme du Conseil de sécurité, il s'est demandé si « un Conseil où le Brésil, l'Inde et l'Afrique ne sont pas représentés est un Conseil représentatif? ». Il a d'ailleurs rappelé que son pays était candidat depuis 2000 pour un siège de membre non permanent, pour la période à venir.

M. THOMAS MATUSSEK (Allemagne) a déclaré que les leçons issues de la crise devaient mener à des changements, en particulier en faveur des pays en développement. Appelant les pays donateurs à poursuivre leurs efforts en faveur du développement, il a promis que son pays continuerait à remplir ses engagements financiers et d'accroître significativement sa contribution dans les banques multilatérales de développement. Mais les pays en développement doivent aussi assumer leurs responsabilités, a-t-il poursuivi, en évoquant les questions de bonne gouvernance, de respect des droits de l'homme et de l'environnement. Sur les questions climatiques, il a déclaré que son pays resterait un des chefs de file de la protection du climat, tout en affirmant que seules des actions communes en garantiraient le succès. Il a notamment invité les petits États insulaires en développement à prendre leur part dans cet objectif.

Sur le dossier du nucléaire, il a souligné la nécessité d'un nouveau consensus à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010, mais aussi lors des négociations sur le traité interdisant la production de matières fissiles pour la fabrication d'armes et autres dispositifs explosifs nucléaires à Genève. En ce sens, a-t-il poursuivi, l'Allemagne soutient les solutions multilatérales sur les stocks de combustibles nucléaires. Sur la question du nucléaire iranien, il a exhorté les dirigeants de ce pays à ouvrir, sans délai, l'accès du site récemment découvert aux équipes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Mais, a-t-il prévenu, si les dirigeants iraniens continuent de temporiser, la communauté internationale n'aura d'autre choix que de prendre des mesures additionnelles.

Concernant l'Afghanistan, le représentant a annoncé que l'Allemagne continuerait d'augmenter le nombre de policiers instructeurs dans le pays et aiderait à l'entraînement des militaires afghans au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), avant d'assurer qu'en tant que l'un des plus gros contributeurs de troupes, l'Allemagne jouerait toujours un rôle dans la reconstruction du pays. Évoquant la célébration en 2010 du cinquantième anniversaire de l'accession à l'indépendance de 17 États africains, il a rappelé que l'un des défis majeurs demeurait l'endiguement de la violence et la protection des peuples dans les zones de conflit. Citant notamment la contribution de son pays en République démocratique du Congo (RDC) et au Zimbabwe, il a promis de poursuivre ses engagements en Afrique dans les domaines de coopération, de la paix et de la sécurité, des affaires et de la technologie.

Sur le chapitre de la réforme, il a estimé que celle-ci devait avoir un objectif clair: rendre les Nations Unies plus crédibles, plus efficaces. Mais, a-t-il prévenu, il ne faut pas limiter la réforme aux Nations Unies. Si nous voulons nous occuper des crises en cours et prévenir les suivantes, il faut aussi réformer les institutions financières internationales. De même, a-t-il ajouté, si le Conseil de sécurité ne se réforme pas de lui-même, le risque existe que d'autres organes soient tentés de prendre sa place. L'Allemagne, a-t-il dit, est prête à prendre ses responsabilités en revendiquant un siège de membre permanent au sein d'un Conseil de sécurité réformé. Il a conclu en annonçant la candidature de son pays au poste de membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2011-2012.

\* \*\*\* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**